

COMMUNISME OU CIVILISATION

pour

l'INVARIANCE de la théorie du prolétariat.

- Défendue dans la Ligue des Communistes (Manifeste du Parti Communiste - 1848); dans l'AIT (oeuvre du Conseil Général de Londres dirigé par Marx); lors de la Commune; dans la Deuxième Internationale; contre la dégénérescence et la faillite de celle-ci (Gauche socialiste en Allemagne, Bolcheviks, Gauche socialiste en Italie - fraction abstentionniste).

- Qui triomphe en Russie 1917 et internationalement : Moscou 1919; fondation de la Troisième Internationale; Livourne 1921 : fondation du parti communiste d'Italie, rupture avec la démocratie.

- Défendue par la Gauche Communiste contre la dégénérescence de Moscou; contre l'Union Sacrée dans la résistance au fascisme.

- Qui doit être restaurée, ainsi que le Parti Communiste - organe de la classe prolétarienne - en dehors de tout démocratisation, carriérisme, individualisme, contre l'immédiatisme et contre tout doute révisionniste sur la doctrine.

- Le but de Communisme ou Civilisation est la re-formation du Parti Communiste.

REFLEXIONS SUR LE COURS DU MPC A L'EST

Le cours du mode de production capitaliste à l'Est depuis quelques années, et surtout son accélération au cours de l'année 1989 pose au mouvement révolutionnaire une série de problèmes pratiques qu'il appartiendra à l'oeuvre théorique de ce dernier (lorsqu'elle existe) d'essayer de résoudre.

L'importance historique des événements en cours tient en premier lieu à leur situation géographique : des Balkans à l'Allemagne, en passant par la Russie, les pays qui sont en proie à l'heure actuelle à la fièvre des "changements démocratiques", mais aussi à un mouvement social de grande ampleur sont tous des lieux qui ont été, au cours des deux derniers siècles au moins, les poudrières des guerres, mouvements nationaux, et révolutions... Indépendamment du caractère momentanément démocratique du mouvement, le simple fait qu'un mouvement de masse touche ces zones européennes, et non plus les seuls pays périphériques comme c'était le cas depuis 50 ans, est un signe important.

En ce qui concerne le bloc de l'Est, celui-ci était tôt ou tard amené à jeter bas les masques et à conformer ses structures politiques et économiques à celles du MPC ouvertement développé. Les formes dans lesquelles se déroulait l'accumulation du capital depuis les années 1920 en URSS et depuis 1945 dans les pays de l'Est, ont épuisé leur fonction. Comme elles se présentaient sous le masque du socialisme, celui-ci ne peut que tomber. La situation de crise aigue des économies de ces pays exige des "remèdes" draconiens qui doivent dire leur nom et peuvent difficilement se présenter comme des médecines "socialistes". En ce sens, et comme pour la Chine au printemps 1989, le recours à la démocratie politique est avant tout le signe d'une normalisation des règles économiques vers une plus grande conformité à leur nature capitaliste. La démocratie est l'expression politique naturellement la plus favorable au capital : liberté de circulation des capitaux et des marchandises; égalité des capitalistes dans la concurrence pour le partage de la plus-value; fraternité des exploités dans leur domination du prolétariat. Il faut rappeler ici comme le soulignent maintes fois Marx et Engels, que la république démocratique est en même temps le terrain le plus favorable à l'expression et au développement de la lutte des classes.

Devant les faits qui se présentent presque quotidiennement en provenance de l'Est, on aurait du mal à parler d'une simple "relève du pouvoir" ou d'un changement d'équipe etc. Il y a incontestablement un mouvement de masse autonome devant lequel plient les gouvernements et les Etats. Par ailleurs les "réformes" auxquelles doivent s'atteler les nouvelles équipes ne sont rien moins que le bouleversement des structures étatiques et productives dans le sens de leur meilleur adéquation au modèle capitaliste, autrement dit une transition de choc qui ne peut se passer sans d'immenses perturbations sociales dont le mouvement en cours ne sont sans doute que les prémices. Reste à savoir si ces perturbations favorisent ou non le communisme.

En fait, il se pourrait qu'il y ait trois voies historiques possibles :

1/ En se débarrassant des oripeaux du marxisme et en mettant clairement leurs pas dans ceux des grands frères de l'Ouest (économie de marché, abandon du plan, libéralisme économique, etc.)

les pays de l'Est réussissent à reconstruire leurs économies ruinées et à connaître une phase d'expansion. Secondé par une espèce de plan "Marshall" qui donnerait aux économies de l'Ouest un bol d'oxygène remarquable, cette hypothèse permettrait au capital mondial d'ajourner encore une fois sa crise et signifierait une prolongation de la contre-révolution de plusieurs années ou dizaines d'années.

2°/ Les pays de l'Est ne sortent pas de leur crise, mais les troubles sociaux qui accompagnent forcément ce genre de situation historique sont déviés dans un sens nationaliste et guerrier. Le prolétariat de ces pays, se laissant embrigader dans un mouvement impérialiste dont l'issue ne pourrait être qu'une conflagration violente entre Etats au niveau européen, et donc par suite mondial. Ici se pose en plus le problème crucial des minorités et nationalités et de la modification des frontières héritées de l'après-guerre, sous l'impulsion de mouvements nationaux. Cette hypothèse est encore plus défavorable au prolétariat que la première.

3°/ Enfin, le mouvement des masses, entamé sous l'égide de l'hymne à la démocratie laisse bien évidemment en suspens la "question sociale". Viennent alors les cortèges de licenciements, hausses des prix, mesures anti-ouvrières diverses et variées sur fonds permanent de magasins vides et de répression menée par les anciens organes d'Etat recyclés par la démocratie. Le mouvement connaît alors une transcroissance à travers de profondes luttes ouvrières (du type de celle des mineurs sibériens en Juillet dernier) généralisées, capables d'organiser un véritable mouvement prolétarien, et cela simultanément dans plusieurs pays. Si, de plus, ce mouvement coïncide avec l'éclatement d'une nouvelle crise cyclique du MPC dans les années 1990 à l'échelle mondiale, et que celle-ci provoque des luttes en Occident, une jonction est possible. En tout état de cause (et également si le mouvement historique emprunte à ces trois possibilités), le mouvement communiste doit d'ores et déjà confronter ses analyses théoriques à un mouvement dont il n'avait pas prévu les manifestations.

Nous examinerons ici succinctement, la portée du mouvement en cours dans deux des Etats de la zone de l'Est : Russie et RDA. En l'absence d'une étude de fond, qui reste à mener, cela prendra essentiellement la forme d'un rappel des positions classiques de notre courant, en essayant de montrer que, même si la forme du mouvement actuel n'a guère été prévue, son fond était inscrit dans le cours historique logique des choses.

RUSSIE

En son temps la Gauche Communiste d'Italie se refusa à considérer que la question russe constituait une énigme dans le sens où la compréhension du cours historique dans cette aire aurait nécessité la prise en compte de faits nouveaux non prévus par la théorie communiste. De la même manière elle ne faisait pas du stalinisme et de l'URSS le centre de la contre-révolution, qu'elle situait aux Etats-Unis. Ce travail programmatique de restauration de la théorie communiste, qui dut faire face aux sollicitations activistes incessantes au sein du PCI, fut consigné dans les textes suivants : "7 Novembre 1917-1957 : Quarante ans d'une estimation organique des événements de Russie dans le dramatique développement social et historique international", Dialogue avec les morts (1957), dans "Russie et révolution dans la théorie marxiste", et surtout dans la monumentale "Structure économique et sociale de la Russie

d'aujourd'hui", oeuvre malheureusement restée encore en grande partie inédite en français.

A propos de l'URSS, la Gauche soulignait les deux erreurs à éviter de commettre absolument, ceci notamment contre ses adversaires immédiatistes, dans la période charnière de 1951, qui vit la scission dans le Parti Communiste International.

Première erreur : surestimer le facteur idéologique en estimant que la confiscation par la Russie stalinienne des thèmes du marxisme et de la révolution d'Octobre en faisait le fer de lance de la contre-révolution. En conséquence de quoi il aurait fallu travailler essentiellement à résoudre "l'énigme russe" et à démystifier celle-ci vis-à-vis du prolétariat.

" Le centre de la contre-révolution ne pouvait pas être la Russie, mais les Etats-Unis. Dire que c'était la première, c'était encore accepter la thèse que l'opinion domine le monde, que la conscience précède l'action. En effet, pour les tenants de cette thèse le plus grand obstacle à la révolution, c'est la mystification de Moscou. Celle-ci tombant, on aurait la révolution. Or, c'est le phénomène révolutionnaire qui détruira la mascarade. Celui-ci dépend de la crise économique, et enfin la révolution ne peut se développer avec une quelconque chance de succès que si elle touche les Etats-Unis". (Invariance N°6. Thèse 2.3.9 p.55)

La deuxième erreur consistait à assimiler purement et simplement URSS et Etats-Unis sous prétexte de stigmatiser le caractère capitaliste de la première. Ce faisant on oubliait que, pour l'URSS, il s'agissait d'un capitalisme jeune, né dans le traumatisme d'une révolution prolétarienne, et qui se greffait rapidement sur le corps d'une société puissamment arriérée. Que donc, en tout état de cause, les deux sociétés ne se trouvaient pas simultanément au même stade de l'évolution de ce mode de production, et que donc leur rythme d'évolution ne pouvait pas être le même. Sinon, on tombait dans une vision mécaniste et anti-dialectique du développement historique.

"1956, au XX^e Congrès, c'est l'abandon définitif de tout lien avec la révolution, d'où la réponse : "Dialogue avec les morts". La Russie a terminé sa phase capitaliste révolutionnaire : elle accède en force sur le marché mondial et prône la théorie de la coexistence pacifique. Ce n'est pas pour cela que l'URSS est exactement la même chose que les Etats-Unis. La question de l'identité de ces deux pays fut posée au début des années 50. La réponse à cette question pouvait avoir des conséquences considérables. D'où la nécessité de préciser :

- Les dispositions des classes dans une société qui a encore objectivement une action révolutionnaire à accomplir, ne sont pas les mêmes que celles qui vivent au sein d'une société devenue absolument mûre pour une autre forme sociale." (Invariance N°6 thèse 2.3.9 p.55)

En fait, comme le soulignait dix ans plus tard Invariance, le débat de 1951 et sa claire solution de la part de Bordiga, ne suffit pas à préserver le regroupement des révolutionnaires d'une polarisation sur le cas "russe" et son énigme. Alors qu'en 1953, on considérait la question réglée et qu'il fallait désormais se tourner vers l'étude de la révolution pure, dont la Commune de Paris

constituait le seul exemple historique vivant, l'accent fut à nouveau mis, dans les années suivantes sur l'étude de la Russie.

"En fait beaucoup de camarades considéraient la Russie comme une énigme, même si ce n'est pour eux du moins pour les autres. Il fallait la déchiffrer afin de pouvoir trouver audience auprès du prolétariat. C'était encore remettre cette question au centre des préoccupations. Dans une première phase, il fut possible de résister à leurs sollicitations et le mouvement aborda d'abord les "Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste", la question agraire, l'étude théorique de l'économie et sa phénoménologie "Volcanisme de la production ou marais du marché"; mais à partir de fin 1954 et durant trois ans, tous les efforts furent portés sur la Russie. L'étude théorique des questions fondamentales : mystification démocratique, question philosophique, développement du capitalisme, histoire du mouvement communiste mondial, fut escamotée et le mouvement se contenta de sa solution de l'énigme russe qu'il rabachâ et rabache depuis. Le parti communiste international se trouva lui aussi résorbé dans l'immédiat."
(Invariance N°6 Thèse 2.3.12 p.56)

Nous ajouterons ici en tant que brève parenthèse. que vingt ans après, l'ensemble de ces questions cruciales ne trouve toujours pas de prise en charge globale de la part du mouvement révolutionnaire. Pour notre part, c'est sur un tel plan de travail que Communisme ou Civilisation s'est constitué et entend bien poursuivre son effort, en tant qu'organe communiste.

Alors que la propagande stalinienne officielle démontrait la "construction du socialisme" à coups de statistiques prouvant l'envoi de l'économie russe, la Gauche utilisait le programme communiste pour montrer qu'il n'y avait là rien que de très normal, s'agissant d'une économie capitaliste jeune, qui connaissait, comme cela avait été le cas pour toute l'Europe et les USA des taux de croissance importants. Dans les années 1960, le Brésil puis le Japon connaissaient des taux de croissance identiques, sans que personne ne s'avise de les classer dans les "pays socialistes".

"On a longuement démontré que l'augmentation de la production tant dans sa masse que dans ses rythmes annuels, n'était pas une preuve de socialisme. Cependant, nous ne pouvons pas nous réjouir si l'URSS ne parvient pas à rattraper les Etats-Unis. Au contraire, car un tel résultat aurait une conséquence révolutionnaire indéniable, à brève échéance, cela impliquerait la crise du système capitaliste : guerre ou révolution. De plus l'URSS au même stade que les Etats-Unis, cela veut dire que le communisme est aussi prisonnier de la société capitaliste dans l'aire slave, donc proximité immédiate de la société communiste."
(Invariance N°6 thèse 2.3.13. p.56)

Nous n'examinerons pas ici la question sous l'angle immédiat du rapport USA/URSS, mais noterons la chose suivante :

- dès le milieu des années 1950, et notamment après le XX^e congrès du PCUS, la Gauche communiste d'Italie notait que l'URSS était qualitativement pleinement capitaliste, mais quantitativement largement sous-développée par rapport aux Etats-Unis. D'où diagnostic

d'un cours capitaliste révolutionnaire à l'Est.

- dans le même temps elle prévoyait que le rattrapage quantitatif de l'URSS par rapport aux Etats-Unis, c'est-à-dire l'approfondissement de la phase de soumission réelle du travail au capital aurait des conséquences révolutionnaires. Notamment dans le fait qu'il y aurait bouclage complet du marché mondial, achèvement d'un cycle qualitativement révolutionnaire du capital sur toute la moitié Est du globe.

En fait, indépendamment de la notion de "rattrapage", qui ne peut se comprendre de manière purement mécanique, il était évident que le plein passage de la société soviétique au stade du capitalisme le plus développé, ne pouvait se faire sans une crise profonde, comme c'est le cas, par le jeu des lois dialectiques de l'évolution, aurait dit Engels, de toutes les métamorphoses sociales importantes.

Dans les années 1950, la Gauche rappelait non seulement que l'URSS n'était pas communiste, mais même qu'elle n'avait jamais connu la moindre once de socialisme. Dans "Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui, Bordiga rappelle la situation désastreuse de l'économie russe dont héritèrent les bolcheviks. Sur le plan industriel, il n'y avait plus RIEN. Donc aucun appareil de production à socialiser. Si la révolution avait réalisé le fait juridique d'exproprier les anciennes classes dominantes, cela ne correspondait à aucun fait économique puisqu'il n'y avait plus rien à exproprier.

"Le fait juridique de remettre à l'Etat des chantiers et des établissements vides et arrêtés, en annulant le droit des bourgeois enfuis ou tués, est un acte révolutionnaire nécessaire, mais il manque de son contenu économique lorsqu'il s'agit d'une production dont le cycle et le profit ont été brisés." (p.188)

Il était impossible, dans ces conditions, de réaliser la moindre parcelle de socialisme et Lénine le savait bien, lui qui attendait, selon le schéma classique de Marx et Engels, la bouffée d'oxygène de la révolution en Occident (Allemagne).

La position de Trotsky et de la Gauche Russe, après la mort de Lénine, était de pousser l'industrialisation à des taux de 16 à 18% par an, position critiquée par Staline, mais qui l'épousa peu après.

Ceci, chez Trotsky, pour bâtir les prémises industrielles du socialisme.

Car, souligne Bordiga, le socialisme est désaccumulation, et, désinvestissement. C'est pour cela que notre courant a toujours été contre l'expression stalinienne de "construction du socialisme". La mission du prolétariat est d'abattre le capitalisme pour dégager le communisme que celui-ci porte dans ses flancs.

"Si dans le socialisme, il y a une accumulation, elle se présentera comme une accumulation d'objets matériels utiles aux besoins humains, et ceux-ci n'auront pas besoin d'apparaître alternativement comme monnaie, ni non plus de subir l'application d'un "monétomètre" permettant de les mesurer et de les comparer selon un "équivalent général". Donc, ces objets ne seront plus des marchandises et ne seront plus définis que par leur mesure quantitative physique et par leur nature qualitative, ce que l'on exprime chez les

économistes, et aussi chez Marx, dans un but d'exposition par valeur d'usage.

L'on peut établir que les rythmes de l'accumulation dans le socialisme, mesurés en quantités matérielles comme les tonnes d'acier ou les kilowatts d'énergie seront lents et peu supérieurs au rythme d'accroissement de la population. Relativement aux sociétés capitalistes mûres, la planification rationnelle de la consommation en quantité et en qualité et l'abolition de l'énorme masse des consommations anti-sociales (de la cigarette au porte-avions) déterminera probablement une longue période de baisse des indices de la production et donc, si l'on reprend des termes anciens, un désinvestissement et une désaccumulation." (p.192) (1)

De ce fait, en comptant 1913 comme année de départ, l'accroissement de la production entre 1920 et 1927 se fait à des taux de 30% l'an en moyenne. Mais ceci est lié à la faiblesse de la valeur absolue de départ. De 7 à 10, le rapport est de 43%, mais 10 est encore dérisoire en termes capitalistes.

Le but de la démonstration de Bordiga est de montrer que de 1920 à 1927, soit 7 années sans plan, la production a augmenté de 800 %, passage de l'indice 7 à l'indice 63. Soit 37 % par an.

Avec le plan, on a décroissance permanente du taux, ce qui n'est rien d'autre que le rythme normal de l'industrialisation pour tout pays.

Le plan n'est aucunement en soi une caractéristique du socialisme, à partir du moment où il "organise" une économie purement marchande et où règne à plein la loi de la valeur. Par contre, comme le disait la Gauche, le communisme est "la connaissance d'un plan de vie pour l'espèce humaine", c'est-à-dire que sur la base d'une économie communautaire à l'échelle planétaire, débarrassée de la valeur et du mercantilisme, l'espèce s'organise pour planifier non seulement sa survie, mais aussi son développement.

Lénine voulait industrialiser pour pouvoir défendre militairement le pouvoir politique. La véritable industrialisation de l'URSS dans un sens socialiste ne pouvait se faire que dans un contexte international et en puisant dans les réserves des pays industriels voisins.

En fait, le décollage de l'économie russe après les terribles destructions de la guerre impérialiste et de la guerre civile permit durant 50 ans au moins à l'URSS de connaître un cycle de croissance qui échappait plus ou moins aux fluctuations de l'économie capitaliste mondiale. A part des résultats désastreux dans l'agriculture (1932/34), l'URSS put ainsi échapper à la crise de 1929.

Cependant le cycle de l'économie soviétique, avec la diminution naturelle des taux d'accumulation propre aux économies capitalistes qui vieillissent, s'aligne sur le cycle mondial de l'économie capitaliste. Si en 1975, comparativement à l'Occident, l'économie russe, résiste bien, on frise la "croissance zero" en 1982, dernière grande crise cyclique ayant affecté la production mondiale. Désormais, les crises frapperont toujours plus nettement et simultanément l'Occident et l'Orient, avec toutes les conséquences sociales que cela implique.

Après avoir examiné dans les chiffres le ralentissement en ce qui concerne le montant physique de la production industrielle, la gauche vérifie cette thèse, par rapport à l'investissement d'argent en capital productif.

D'après les calculs de la Gauche, dans les années 50/60, les investissements non étatiques formaient 5% du total et étaient prévus en augmentation. Actuellement, ils doivent représenter dans les 10%;

l'objectif des réformateurs est de les amener à 50-60% dans les prochaines années.

"La grande accumulation capitaliste d'Etat, comme du reste dans tous les pays modernes, est un grand bol de café au lait national, idéal pour tremper les tartines beurrées du profit privé, sur tous les points de ses bords démesurés." (p.212)

"En Russie (comme cela apparaît dans les chiffres officiels), toute l'économie n'est pas l'oeuvre de l'Etat, et il en est de même pour les investissements. Dans l'agriculture, nous savons qu'il y a les kolkhozes; ils gèrent avec leur propre capital, en distribuant une partie aux paysans associés et en réinvestissant une autre partie; il y a d'autre part les entreprises familiales qui font ce qu'elles veulent de leur produit, échappant même à la loi marchande qui veut que tout, au moins pour un moment, doive figurer en roubles. Enfin, les entreprises industrielles ont leur propre budget et pratiquent un investissement interne, qui figure dans le plan mais ne figure pas dans la balance des entrées et des dépenses de l'Etat entrepreneur, de l'Etat opérateur, de l'Etat investisseur." (Structure économique et sociale...p.215-216)

Parallèlement, l'intervention de l'Etat dans l'économie est un phénomène général dans le capital, aussi bien à l'Ouest, et prévu de longue date par le marxisme.

"Le mouvement cyclique du capital qui, dans la doctrine marxiste, est dès l'origine défini comme un fait social par rapport aux formes historiques de cycles privés de la richesse, devient de plus en plus un cycle public.

(...)

Le socialisme est tout ce que l'on veut, mais pas l'intégration de toute l'économie dans l'Etat; de toutes façons, même en Russie, l'économie d'Etat occupe un domaine plus petit que celui de l'ensemble de l'économie que, là-bas aussi, on appelle en une formule équivoque "économie nationale". L'Etat et le parti au gouvernement tentent de prouver qu'ils la contrôlent totalement, alors qu'ils n'arrivent même pas à en faire un simple relevé global." (p.217)

La nature capitaliste de l'URSS et des pays de l'Est n'est pas un phénomène récent, et les courants fidèles à l'esprit du programme communiste ont toujours insisté sur le fait que l'ensemble des catégories économiques en vigueur en URSS : salariat, échange marchand, loi de la valeur etc. étaient le signe de son indiscutable appartenance au camp capitaliste.

Du point de vue de Lénine ou de Trotsky, la réactivation de ces catégories après la révolution de 17 et la guerre civile était vue comme un mal nécessaire, seul moyen de résister pendant un certain temps, en attendant que le cours révolutionnaire vienne jeter dans la balance le poids de pays puissamment industrialisés comme l'Allemagne. La NEP était le produit d'un rapport de forces défavorable à la révolution, mais en aucun cas il ne serait venu à l'idée de Lénine de la présenter comme une avancée vers le socialisme, au contraire.

Toute l'histoire de l'économie soviétique depuis les années 20 est celle du renforcement de ces catégories capitalistes et d'un alignement toujours plus grand de ce pays sur l'économie capitaliste.

Ce fut là tout le "mérite" de Staline, d'opérer une politique (mais quelle autre politique n'importe qui aurait-il pu faire dans ces circonstances historiques) capitaliste, simplement, celle-ci se faisait sous le masque frelaté du socialisme. Néanmoins la pression des faits était tel que Staline était obligé de teinter son "socialisme" d'idéologie bourgeoise : reconnaissance de la loi de la valeur etc. Staline représente ainsi une première étape dans l'abandon "officiel" de la doctrine communiste, mais trop camouflé pour ne pas avoir à être décrypté par une minorité de révolutionnaires : c'est le travail que mena la Gauche dans les années 1950.

"L'hommage qu'en dépit d'une bande de nigauds, nous rendons au "Grand Staline" répond justement à ce procès d'accumulation capitaliste initiale. Si véritablement celui-ci atteint les provinces de l'immense Chine, le mystérieux Tibet et cette fabuleuse Asie Centrale dont est sortie la souche européenne, ce sera un fait révolutionnaire, un fait qui fera aller de l'avant la roue de l'histoire, mais qui, loin d'être socialiste, sera au contraire un fait capitaliste. L'élévation du niveau des forces productives dans cette immense partie du globe est nécessaire; mais Staline a raison quand il dit que le mérite n'en revient pas à lui, mais aux lois économiques qui lui imposent cette "politique". Toute son entreprise consiste en une falsification d'étiquettes qui fait passer une marchandise capitaliste sous l'appellation de socialisme et qui est, elle aussi, un expédient classique des agents de l'accumulation primitive."
(Dialogue avec Staline. 1953)

Dans toute l'histoire de la Russie capitaliste, il y a eu affrontement de deux tendances, l'une cherchant à accélérer la reconnaissance officielle du cours et des catégories capitalistes en vigueur, l'autre incarnant la continuité de l'Etat qui prône le statu quo. En effet, une organisation sociale basée sur une forte intervention de l'Etat génère une couche de fonctionnaires, dirigeants d'entreprises, bureaucrates petits et moyens à tous les échelons, qui tirent profit et avantages de la pérennité du système. Bordiga caractérisait cette classe non pas comme une nouvelle classe que la théorie marxiste n'aurait pas prévue, mais comme une fraction de la bourgeoisie capitaliste mondiale. C'est évidemment cette fraction de l'Etat russe qui défend le centralisme, la planification, le dirigisme etc. Les luttes entre les deux fractions ont connu plusieurs épisodes depuis les années 30, et il est évident que la fraction "moderniste" incarne bien mieux la logique du capitalisme développé. Il n'empêche que jusqu'à présent, les velléités de changement dans la direction de l'appareil productif et de l'Etat (sur le plan économique et politique), se sont heurtées au poids des réalités.

Tout en continuant à avancer sous le masque du "socialisme", c'était bien le rôle de Staline, puis Khrouchtchev, de mettre en adéquation la doctrine officielle avec la réalité des faits. Même dans le langage de l'anti-impérialisme, par exemple, la théorie de "l'émulation" avec l'Occident, montrait que l'on se situait dans la voie la plus purement capitaliste (comme le dit Bordiga, on ne peut être en concurrence qu'à l'intérieur d'un même système. Le communisme ne se pose pas en "concurrent" du capitalisme, il le détruit.)

Cependant, comme nous l'avons déjà dit plus haut, il aurait été tout aussi faux de tracer une pure ligne d'équivalence entre l'URSS et les Etats-Unis, et de considérer que, puisque la question était

théoriquement tranchée, il n'y avait rien à attendre de l'évolution des événements dans la pratique.(2)

Au contraire, l'URSS avait à rattraper tout un retard historique pour se situer au niveau atteint par les autres grandes puissances capitalistes, et dès lors qu'elle l'atteindrait, c'est tout l'équilibre inter-impérialiste mondial qui serait remis en cause.

Aujourd'hui, l'échéance historique majeure devant laquelle se trouve confrontée l'URSS (et par voie de conséquence tous les pays satellites), c'est de balancer aux orties tout le fatras de "plan", "contrôle de la loi de la valeur" etc. pour généraliser ouvertement les catégories du MPC et défendre celles-ci sans vergogne, sans se cacher derrière les oripeaux du marxisme, que l'on déclare dépassé.

Cependant, si ce mouvement est relativement rapide et facile dans les pays satellites où le "communisme" a été purement et simplement plaqué, parfois par la conquête impérialiste (d'où le caractère inévitablement nationaliste que prend le mouvement dans ces zones là, et même au sein de l'URSS elle-même -cf. pays baltes-), il est beaucoup plus difficile et lourd de conséquences en URSS, où le capitalisme s'est développé comme greffe sur une révolution prolétarienne qui a avorté. Il n'y existe pas de référence à une autre forme capitaliste antérieure par exemple, que l'on pourrait reprendre. Ou, plus exactement, le mouvement de développement du MPC dans les années 1890 (Stoïypine) faisait lui aussi appel, comme en Prusse sous Bismarck, comme en France sous Napoléon III, à l'Etat et au développement de l'industrie lourde. Les traits principaux de l'économie russe d'après les années 1920, qui sont ceux d'un pays qui s'éveille au capitalisme étaient déjà inclus dans la politique des ministres éclairés du Tsar de la fin du XIX^e siècle. Par contre les formes modernes du développement du MPC y étaient, bien évidemment, inconnues.

Dans le monde entier, la gauche et la droite du capital se sont pendant 7 décennies entendues sur un fait : il y avait communisme, ou socialisme en URSS. Ceci ne sera pas remis en cause par les intéressés. Car il est bien plus productif de pouvoir, tout en prononçant la mort définitive du communisme, garder l'épouvantail que l'on assimilera sans vergogne au fascisme. C'est pourquoi la Gauche d'Italie avait tort de prévoir "l'aveu" de la nature capitaliste de l'URSS de la part de ses dirigeants. Pour des raisons politiques, il faudra préserver la fiction du fait que là a bien existé le communisme, et que là il a vécu son agonie. De ce point de vue, la chute de la mystification en URSS n'est pas forcément en soi un élément suffisant pour les révolutionnaires, dans la mesure où elle fait place à une mystification bien plus pernicieuse et efficace : la mystification démocratique.

D'où le recours à la métaphore social-démocrate, seul moyen de se déclarer capitaliste sans bazarder ostensiblement de manière trop rapide les "droits des travailleurs", chose qui entraînerait une réaction vigoureuse et immédiate de la classe ouvrière. (Cette force de la social-démocratie montre aussi au passage à quel point le capital a intégré en lui le réformisme et ne peut survivre que sous une enveloppe "social-démocrate", qu'il conserve même quand les équipes au pouvoir mènent des politiques libérales).

Actuellement, on a en URSS la situation suivante, qui est passablement contradictoire : les "réformistes" (c'est-à-dire les capitalistes modernistes) ne peuvent accomplir leur tâche (non pas volontaire, mais celle à laquelle ils sont irrémédiablement poussés) qu'en s'attaquant de front à la classe ouvrière. D'où l'intérêt de la vieille garde bureaucratique (les staliniens) pour cette dernière à

laquelle ils s'adressent de façon démagogique, en prétendant l'appuyer dans la préservation de ses "acquis". Cependant toute tentative de manipuler le prolétariat par des grèves ou autres comme facteur d'agitation politique contre Gorbatchev revient à manipuler une bombe à retardement. Car si le prolétariat russe reprend le chemin de la lutte des classes, ce ne sera pas pour défendre ses "avantages acquis" qui seraient remis en cause dans une gestion libérale, mais, au-delà, pour défendre ses intérêts de classe contre un régime d'exploitation, quel qu'il soit. C'est alors toutes les fractions de la classe dominante qui seraient menacées. De ce point de vue-là, comme dans tout le schéma classique défendu par Marx et Engels il y a un siècle en Europe, la forme démocratique de l'Etat est le terrain le plus favorable sur lequel peut se développer la lutte de classes. Mais cela impliquera dans un premier temps, qui peut être long, que le prolétariat agira comme classe mobilisée, embrigadée, et non comme acteur autonome.

Pour la Gauche, le cours révolutionnaire du capitalisme en URSS s'achève dans les années 1950. Cependant, les conséquences sur les formes même de l'organisation du capital restaient encore largement à venir. Depuis les années 1960, le capital en URSS a l'impérieux besoin de généraliser des formes modernes de gestion, production, circulation etc. Or, à chaque fois, les "réformes" nécessaires sont bloquées. A l'heure actuelle les Gorbatcheviens en sont encore à mi-chemin, ce qui est toute la contradiction, puisqu'ils ne peuvent pas mener une politique de type capitaliste libérale classique, sans faire pêter tout l'édifice social. Certains courants y poussent, mais d'autres, à l'heure actuelle au pouvoir, voudraient pouvoir différer dans le temps les mesures nécessaires qui seront drastiques.

ALLEMAGNE

Au cours de nos travaux sur le "Bref historique du mouvement ouvrier", nous avons eu l'occasion d'évoquer la "question allemande" en montrant que celle-ci occupait une place centrale dans la doctrine communiste. Nous avons également souligné que, à travers la partition de l'Allemagne en deux Etats, cette question n'était toujours pas résolue au 20^e siècle.

Les derniers épisodes militaires de la Seconde Guerre Mondiale, une fois le sort des armes définitivement favorable au camp russo-américain, prirent l'allure d'une course de vitesse pour la maîtrise des territoires qui allaient délimiter l'influence ultérieure des deux camps. La rivalité sur le terrain était nécessaire comme préalable à la négociation. Tandis que les américains se ruèrent à travers l'Europe de l'Ouest en bombardant tout sur leur passage, les Russes avançaient d'Est en Ouest pour pénétrer le plus avant possible sur les territoires polonais et allemands et en annexer le maximum. Non sans marquer un temps d'arrêt devant Varsovie insurgée, où l'armée rouge assista l'arme au pied au massacre effectué par les nazis. Tout comme l'armée prussienne avait laissé les Versaillais écraser les Communards, et comme plus tard Clémenceau autorisa les troupes du Kaiser à conserver leurs armes pour mater la révolte Spartakiste. Ce sont des services qu'entre bourgeoisies, on se rend. Connaissant la haine anti-russe des polonais, il valait mieux pour l'armée rouge laisser faire le sale travail aux allemands et pénétrer dans une capitale exsangue. Tout comme dans l'insurrection du ghetto 2 ans auparavant, les ouvriers étaient à la pointe du combat à Varsovie.

La jonction des deux camps impérialistes se fit à Berlin, centre historique de l'Empire Allemand et poumon de l'Europe pendant

presqu'un siècle, et surtout siège, après la première guerre mondiale, de la plus grande révolte ouvrière en Occident depuis la Commune de Paris. Berlin fut immédiatement mis sous le boisseau des armées d'occupation, et le territoire allemand lui-même partagé en deux zones. Les alliés visaient ainsi à punir l'Allemagne, dans un réflexe raciste anti-germanique qui faisait des allemands le peuple maudit de l'Europe, trois fois fauteur de guerre en moins d'un siècle et deux fois vaincu. Surtout les bourgeoisies se vengeaient ainsi de la peur que leur avait faite l'expansion de la grande nation allemande pour la première fois unifiée sous l'égide du Reich, et d'avoir été traités en colonisés par les nazis. (cf. Invariance) Il s'agissait pour les Etats-Unis d'établir définitivement leur dominium sur l'Europe, et parmi les petites nations qui composent ce continent divisé, sans unité politique ni économique, seule l'Allemagne constituait. un adversaire d'une certaine ampleur. La bourgeoisie américaine élaborait des plans délirants, le banquier Morgenthau proposant notamment de démanteler toute l'industrie allemande, afin d'éviter le réarmement et de consacrer le territoire allemand à l'élevage des moutons afin d'avoir un peuple de pasteurs, par définition pacifique. Quant à ce vieux crouton de Roosevelt, il voulait mettre tous les Allemands à la soupe car manger de la viande rend belliqueux.

D'une manière plus inconsciente peut-être, il s'agissait aussi de conjurer le spectre de la révolution spartakiste de 1918-19 et d'éloigner le spectacle de soldats et de prolétaires en armes s'insurgeant sous la bannière du drapeau rouge qu'il aurait fallu reprendre par la force aux troupes d'occupation soviétique. Le partage de l'Allemagne, son occupation militaire par les forces alliées à l'Ouest et les Soviétiques à l'Est constituent la pierre de touche du nouvel édifice consacrant le re-partage impérialiste de l'après-guerre. Celui-ci s'annonçait donc d'ores et déjà comme paix armée, la paix bourgeoise n'étant autre chose que l'arrêt momentané d'hostilités entre Etats afin de permettre à chacun de mener victorieusement sa guerre de classe dans l'exploitation contre le prolétariat.

"Après la seconde guerre, les Alliés de l'Est et de l'Ouest tombèrent tous d'accord sur un point : ne pas abandonner l'Allemagne à elle-même, mais la tenir occupée avec un réseau serré de garnisons armées. ils la divisèrent donc en deux, en donnant à chaque morceau une autonomie très relative, sans parler de ce qu'à l'Est ils donnèrent des bouts de son territoire à la Pologne ainsi qu'à la Russie - en renvoyant la suite au traité de paix. Berlin, la capitale, demeura entièrement dans la zone Est - étant donné que les armées russes avaient progressé plus loin vers l'Ouest que les occidentales vers l'Est - et l'on adopta à son égard une autre solution géniale : la cité fut divisée en deux parties, plutôt qu'en quatre, puisque les secteurs français, anglais et américains n'en forment qu'un, mais le tout resta enfermé dans l'Allemagne de l'Est, qui devient plus tard la République Démocratique Allemande, fondée par les Russes. Cette mesure, prise d'un commun accord entre Russes et Américains, est précisément dirigée contre le péril de la révolution prolétarienne, qui se niche dans les grandes métropoles." (Programma Comunista N°12 25 Juin 1953)

Les raisons pour lesquelles cet ordre se recompose aujourd'hui selon d'autres axes, ne sont pas encore forcément très claires. Ce qui paraît d'ores et déjà certain c'est que le mouvement vers la réunification allemande, que l'on pensait devoir être une tâche que le

prolétariat international effectuerait en passant (3) lors de sa prochaine révolution, se fera sous l'égide de la bourgeoisie allemande et internationale.

Ce faisant, ce sont un certain nombre de "questions oubliées" de l'histoire qui ressurgiront : celle du leadership allemand dans la concurrence des européens face aux Etats-Unis et aux nations de l'Asie (or, ce leadership, pour autant qu'il ait voulu s'imposer, l'a toujours fait par la force des armes...); celle de la Pologne, dont les frontières ont changé de nombreuses fois en deux siècles et qui serait maintenant à nouveau directement menacée par un mouvement chauvin "grand allemand"; enfin celle de Berlin, capitale de la révolution (prévision centrale de la Gauche), et du rôle essentiel du prolétariat allemand dans toute recombinaison du mouvement communiste à l'échelle internationale.

Ce rôle central a été souligné par la Gauche en 1953, lors des émeutes de Berlin dont l'origine résidait dans l'augmentation de 10% des "normes de travail". Ce mouvement, essentiellement ouvrier et donc dirigé directement contre l'exploitation, a été dévié dans un sens démocratique avant d'être écrasé par l'armée "rouge". A son propos, la Gauche écrivait alors ceci :

"On peut - sans pêcher par optimisme - présumer que l'on a affaire à un prolétariat, qui est parfaitement en mesure de voir au-delà du simple rapport de rémunération pour une peine de travail plus ou moins grande et de profit moindre pour l'entreprise, ou bien - ce qui revient au même - un rendement moindre que les "normes" de production imposées. Il s'agit des ouvriers allemands, et ce n'est pas d'hier qu'ils sont entrés dans le tourbillon infernal du capitalisme. Ils ont derrière eux une longue et riche histoire non seulement de revendications économiques et syndicales, mais de vie intense de puissantes organisations, avec une tradition de parti, d'idéologie et de doctrine politique, qui sont en place désormais depuis des décennies et des décennies et sont axés sur les postulats sociaux confirmés de leur classe et de l'aspiration à une société opposée à celle du salariat et du marché." (id.)

"...ce qui nous impressionne, à nous, c'est que cette magnifique vague de classe contre la faim et l'oppression de fabrique puisse aboutir à une apologie de l'industrie capitaliste ! La faute et la responsabilité en incombent entièrement aux Cominformistes dégénérés avec leur balourde affirmation que le communisme est un mélange d'ordre mercantile et d'administration étatique affairiste qui sévit dans toutes les économies vacillantes d'Europe centrale et orientale - en une orgie de collaboration de théories falsifiées, d'âneries techniques et de laderie administrative.

Il est bien possible que des ouvriers pourvus de connaissances professionnelles et générales aussi élevées que celles des allemands ont saisi comment la soustraction exorbitante de travail non payé fait pression sur le travail vivant actuel, et que cette pression dépend de la soustraction de territoire au bénéfice de l'Etat Russe qui empoche une masse de biens produits s'élevant à des milliers de milliards. Dans ces conditions l'un des appareils industriels techniquement les plus avancés du monde, puisque localement il serait capable de nourrir la population avec

une somme limitée d'heures de travail tout en garantissant une consommation plus haute que la "prospère" Amérique, devient une machine de surexploitation plus féroce et impitoyable que celle qui fonctionne dans les steppes semi-asiatiques, où l'on investit pour la première fois, à partir de zéro, des biens d'équipement portant sur des milliards et des milliards d'heure de travail, c'est-à-dire dans lesquels est objectivée une masse énorme de sang et de chair humaine." (id.)

Cependant, ajoute Bordiga, il aurait été plus difficile aux ouvriers berlinois d'accéder à la conscience du fait que, quand bien même ils se seraient assurés une victoire militaire contre les troupes russes et les sbires est-allemands, il leur aurait fallu immédiatement se heurter aux alliés qui auraient tout mis en oeuvre pour bloquer l'allumage d'un foyer révolutionnaire en plein coeur de l'Europe huit ans après la fin de la guerre.

Puis, avec une lucidité qui vaut encore pour aujourd'hui, la Gauche s'inquiète du fait que le prolétariat est-allemand soit si peu conscient de ce danger qu'il bascule en fait dans une espèce de philo-occidentalisme à la sauce droits de l'homme.

"La campagne pour les "élections libres" qui arrangeraient tout, va dans le même sens. Il est en outre vraisemblable que les premiers noyaux de lutte antirusse et antistalinienne auraient tendus à devenir des noyaux de lutte philo-occidentale, c'est-à-dire des armes entre les mains de la propagande américaine, si bien que tous les pas en avant seraient devenus des pas en arrière - rien ne pouvant être trouvé, dans le cercle d'une ville ou d'un pays, de plus contre-révolutionnaire que l'organisation de la pieuvre américaine.

La juste voie est donc difficile, et elle ne peut être brève sans qu'il soit facile de prévoir qu'elle débouche dans le jeu du Pentagone ou de Fort Knox, c'est-à-dire au pilier de l'ordre historique qui est bien plus puissant que le Kremlin."

L'enjeu, qui dépasse l'Allemagne seule, est bien évidemment celui du partage d'influences entre les deux grands maîtres de la contre-révolution.

"Dans le camp opposé, le problème du monde actuel est pour tous d'organiser l'Europe, l'enjeu de la dernière guerre impérialiste, qui est conditionné à son tour par l'unité allemande. Entre les deux adversaires à couteaux tirés que sont Américains et Russes, la lutte ne consiste qu'à rafler à l'autre cet enjeu, en se préoccupant peu de leur déclaration commune sur l'Europe et le monde, qui marcheraient bien pour peu que l'Etat, la nation et - pourquoi pas ? - la race allemande soit mis en pièces.

Cependant le problème de l'unité allemande surgit et devient incandescent dans le foyer de la Berlin dédoublée, où chacun des impérialismes voudrait un appareil étatique unique, qui contrôlerait l'Allemagne et toute la constellation des Etats européens, mais serait, bien sûr, sous son contrôle à lui." (id.)

"Si le prolétariat, si puissant en quantité et en qualité,

du grand Berlin résolvait par une insurrection le problème de l'organisation de l'Europe, ce ne pourrait être qu'avec le programme - théorique, organisationnel, politique et militaire de constituer une commune de Berlin dans une guerre civile contre les armées venues de l'Est et de l'Ouest. Ce serait donc la Commune de tout Berlin, c'est-à-dire la dictature ouvrière en Allemagne, en Europe, avec la révolution mondiale." (id.)

"Défaite une seconde fois, l'Allemagne n'a pas encore eu de second Versailles, mais pire encore. Les vainqueurs la divisèrent en deux zones d'occupation qui formèrent deux Etats séparés, sans corridors entre les deux lambeaux de territoire. Ce sont donc deux bouts qui se touchent - et Berlin est divisée en deux secteurs.

C'est le problème de la paix qui se pose maintenant. Avec qui les vainqueurs de 1945 peuvent-ils la stipuler ? Peuvent-ils faire des deux morceaux un seul Etat, puis décamper eux-mêmes pour signer ensuite un traité avec son gouvernement ? C'est ce qui ne se produira jamais, car c'est impossible. Ce ne serait possible que si le capitalisme n'était pas impérialiste, la liberté démocratique et parlementaire une impasse monstrueuse - comme le marxisme le sait depuis plus d'un siècle - l'escroquerie la plus éhontée." (id.)

Or, 45 ans après la fin officielle du conflit, aucun traité de paix n'a toujours été signé et l'Allemagne de l'Est et de l'Ouest sont toujours occupées par leurs "alliés". La tendance, jusqu'à 1989 avait été à la séparation de plus en plus nette des deux territoires (1949 : création des deux Etats allemands; 1955 : accès de la RDA à la souveraineté; 1961 : construction du mur de Berlin; 1973 : entrée des deux Etats à l'ONU). Mais, dans le même temps que la RDA et la RFA se constituaient chacune en un Etat distinct et séparé, les deux instances politiques multipliaient les contacts et les accords d'échange, commerciaux ou autres. Le terrain est donc aujourd'hui largement préparé pour une réunification rapide.

La Gauche évoquait alors trois solutions, qu'il est intéressant d'examiner à la lumière des événements actuels :

1°/ Annexion pure et simple de chacune des deux parties par l'un des deux camps, et s'ensuit une conflagration mondiale. C'est possible dit la Gauche, mais la situation n'est pas mûre. Par contre : "Ce qu'il y aurait alors de bon, c'est que le "maudit" peuple allemand, en combattant de part et d'autre du front, ne pourrait plus être accusé une troisième fois d'être le Caïn de la civilisation moderne."

2°/ Soulèvement du peuple allemand tout entier en une "guerre nationale" contre les oppresseurs de l'Est et de l'Ouest. "Cela pourrait devenir un mot d'ordre de bataille, s'il devenait évident que ni l'Amérique ni la Russie ne veulent l'unification, et donc la paix avec l'Allemagne unie, puisqu'ils n'ont aucun intérêt à conclure même deux traités de paix séparés."

En 1953, il était encore légitime de se poser la question. Même si la Gauche prévoyait clairement que ni les russes ni les américains ne souhaitaient de réunification. En fait il n'y a pas eu non plus de "paix séparée", mais renforcement de l'emprise réciproque de chacun des deux impérialismes sur son morceau d'Allemagne, tant par le biais

des relations économiques que politiques et militaires (OTAN et Pacte de Varsovie).

3/ La troisième possibilité est la plus favorable à la révolution, mais aussi la "plus ardue". Il s'agit d'une guerre civile "dans les deux Allemagnes contre les administrations gouvernementales russes et américaines, c'est-à-dire une reprise de classe du prolétariat et de la grandiose tradition de Marx"

Bordiga ajoute : "ce ne serait pas une absurde perspective, à condition que la lutte interne de classe ressurgisse en plein centre de l'Europe, entre l'Est et l'Ouest." (souligné par Couc)

Outre à la lutte de classes en Europe, cette perspective était liée (en 1953) à l'avancée des luttes des peuples de couleur, donc à un embrasement révolutionnaire généralisé de la planète. Là encore, et en dehors de tout activisme, la Gauche pêchait, comme souvent les révolutionnaires, par optimisme généreux.

Or, pas plus en 1989 qu'en 1953, les conditions immédiates (car les conditions historiques le sont, elles, depuis longtemps) ne sont réunies pour une déflagration révolutionnaire mondiale. Tout au plus peut on dire, à propos de la RDA, et en reprenant l'analyse de la Gauche sur le haut degré de formation et de conscience des ouvriers est-allemands, que, passées les distributions de chocolat aux postes-frontières, l'heure viendra de l'alignement sur les normes productives de l'Ouest, et que les conséquences sur le niveau de vie et l'activité salariée des prolétaires de l'Est, déjà difficiles, en seront terribles. Aujourd'hui noyé dans la masse démocratique, il n'est pas impossible qu'alors, ce prolétariat se dresse avec ses propres revendications.

Un autre problème est qu'en 1953, le prolétariat allemand des deux Allemagnes sortait à peine de la guerre et vivait dans des conditions difficiles. De ce fait, une victoire dans la lutte du prolétariat de l'Est aurait eu des répercussions immédiates à l'Ouest. Aujourd'hui la RFA est capable de mettre la toute-puissance de sa formidable organisation capitaliste au service de l'intégration du prolétariat est-allemand, aux cotés de ses camarades de l'Ouest; le prolétariat de RFA, tout en étant un des plus exploités de la planète, est aussi un des plus corrompus et des plus intégrés.(4)

Aucune des trois possibilités envisagées par la Gauche en 1953 ne s'est réalisée. Ce qui est en tous cas certain, c'est que la 3^e hypothèse, d'une réunification "révolutionnaire" par le prolétariat insurgé contre la classe dominante de l'Est et de l'Ouest est la chose la moins probable actuellement. Ce qui n'était pas prévu, c'était que le 20^e siècle laisserait encore une marge à une solution bourgeoise à la réunification des deux allemagnes, par le haut, réalisant enfin dans l'histoire la première mesure du programme des communistes pour l'Allemagne de 1848 : "L'Allemagne est une république, une et indivisible".

Dés lors ce qui compte pour les communistes, c'est que ce mouvement inéluctable vers la réunification des deux Allemagnes perturbera suffisamment les équilibres inter-impérialistes (d'ores et déjà "l'Europe Unie" qui de toutes façons aurait rencontré d'énormes problèmes économiques, apparait condamnée), pour introduire des ruptures au sein desquelles si et seulement si il est capable de lutte de classe autonome, le prolétariat international pourra s'engouffrer.

Paradoxalement, (mais il faut beaucoup de dialectique ici, pour résister à la pression événementielle), la mort du stalinisme est aussi un renfort de la contre-révolution. L'unification de la planète sous l'égide du capitalisme démocratique consacre le triomphe momentané - de la contre-révolution capitaliste, qui a été capable de vaincre y compris les formes arriérées de sa propre idéologie. Exit le stalinisme pour renforcer la mystification démocratique. En ce sens, la contre-révolution, enfin, S'ACCOMPLIT, c'est-à-dire que, dialectiquement elle se REALISE, ce qui est le prélude à son futur épuisement.

Le MPC peut se targuer, désormais, d'avoir vaincu le communisme par forfait, et déclarer morte toute expression officielle du "marxisme". Cependant, de ce fait même, la dichotomie MPC/Communisme, bien/mal, qui soutenait une bonne partie de la mystification depuis 1945 s'effondre. En restant seule en lice, la démocratie se prépare à affronter elle-même directement le cours catastrophique du capitalisme, et ceci dans les conditions politiques qui ont toujours été décrites par Marx et Engels (cf. Bref historique) comme les plus favorables à l'expression politique du prolétariat (à condition bien sûr qu'une rupture dans le cours réel de la lutte des classes permette l'organisation de celui-ci en classe et donc en parti politique, sinon c'est la mystification qui triomphe). Dans ces conditions, il est significatif que certains représentants du capital paraissent presque regretter la disparition du "monstre" de l'Est, car au même moment on insiste sur la "dépolitisation" en Occident etc. Il est significatif que certains aient pu écrire à propos de la Tchécoslovaquie, ou de la RDA, comme à propos de la Pologne auparavant, que passé le salut à l'élan démocratique, il fallait s'inquiéter de la persistance du pouvoir de la rue et pousser à une "représentation" officielle, se remettre au travail etc.

La démocratie qui triomphe partout est aussi teintée de social. On sait que pour obtenir l'adhésion des prolétaires, impatients de voir leur sort matériel s'améliorer, il faudra leur garantir rapidement miettes et chaînes dorées. D'où le fait que semble-t-il, c'est un modèle social-démocrate qui s'imposera dans la plupart de ces pays, à commencer par l'URSS, qui doit garantir certaines fictions "socialistes" qui restent incluses dans l'idéologie social-démocrate, alors qu'elles n'existent pas dans le libéralisme pur et dur (il faudra un jour mener un travail de fond sur l'idéologie capitaliste et montrer aussi à quel point ces deux termes se rejoignent, à travers le réformisme devenu un mode d'être du capital). Cette tendance existe en URSS où certains hauts dignitaires du parti envisagent purement et simplement de gommer le "schisme" de 1919, et de retourner de la III^e Internationale à la Seconde en rejoignant l'Internationale Socialiste. Cette tendance est aussi à l'oeuvre dans les pays de l'Est, où les partis communistes ne pourront sauver leur peau qu'en se transformant rapidement en organes sociaux-démocrates (cf. Pologne, Hongrie, l'influence du SPD Ouest-allemand en RDA etc.) De ce point de vue, Lénine sera la prochaine victime des procès idéologiques posthumes, et l'on ressortira l'opposition du comité central bolchevik en Avril 1917, et d'autres épisodes pour montrer qu'il était un ultra et qu'en fait la majorité du parti était contre l'insurrection révolutionnaire.

Alors la délimitation du camp révolutionnaire sera encore plus nette qu'elle ne l'est aujourd'hui car elle passera aussi par la reconnaissance de ceux qui se refusent à abjurer le schisme et revendiquent la rupture anti social-démocrate, anti-réformiste et anti-démocratique de 1917-1921.

Les révolutionnaires ont un PROGRAMME à défendre. Ce programme est

celui de la classe prolétarienne dont il "résume les conditions de (la) libération" (Engels). Tôt ou tard, ce programme s'exprimera à nouveau spontanément au travers de la reprise de la lutte des classes. Il appartiendra alors aux communistes d'être attentifs aux formes (comme pour la Commune, comme pour les Soviets) et éventuellement aux noms que le mouvement se donnera dans la chaleur de la lutte. (cf. Lénine : "Mais la question de la dénomination du parti est infiniment moins importante que celle de l'attitude du prolétariat envers l'Etat" - L'Etat et la révolution-).

En 1914, Lénine parlait non seulement de la trahison, mais aussi de la faillite de la social-démocratie. C'est-à-dire qu'une politique qui avait été suivie par le mouvement ouvrier, une doctrine qui avait théorisé le réformisme, le gradualisme etc. s'effondraient devant les faits : crise mondiale, guerre impérialiste, cours violent du MPC, reprise des combats révolutionnaires.

De même assiste-t-on aujourd'hui à un certain nombre de faillites : celle du stalinisme bien sûr, dénoncé comme faux marxisme par de petites minorités de révolutionnaires pendant cinquante ans et aujourd'hui repoussé comme le diable par tous les anciens staliniens qui tiennent la plume ou le micro; mais aussi faillite du trotskysme qui attendait qu'une "révolution politique" vienne replacer à la tête de "l'Etat ouvrier dégénéré" une classe ouvrière qui aurait pu ainsi continuer son oeuvre sur la base d'un appareil productif "socialiste"; (5) faillite de l'humanisme à la Orwell ou du social-barbarisme à la Castoriadis, qui chacun dans leur genre théorisaient le totalitarisme fermé d'une société inamovible et peuplée de zombis ayant perdu toute velléité ou possibilité de réaction; faillite aussi de l'idéologie ultra-gauche du "capitalisme d'Etat" qui théorisait l'inéluçable transformation du capitalisme en une société où l'Etat contrôle toute la production et la réalisation de la plus-value etc. et plus généralement des théories qui croyaient rayer d'un trait de crayon idéologique les facteurs nationaux ou démocratiques, bref tout ce qui entrave le schéma d'une lutte de classes "pure" entre prolétariat et capital.

Toutes ces expressions étaient des formes de négation de la véritable théorie communiste, que seule une infime poignée de révolutionnaires ont su maintenir, au moins en partie, durant les noires années de la contre-révolution. Aujourd'hui, il y a négation de la négation mais aussi, dans la mesure du renforcement de l'idéologie bourgeoise, démocratique et nationaliste, triomphe absolu de la contre-révolution.

En même temps, dialectiquement, il y a confirmation intégrale du contenu "scientifique" de la théorie communiste, qui implique de mener encore plus profondément le travail de restauration programmatique, dans l'axe, déjà défini du "retour à Marx" (cf. CouC N°1 - 1976).

C'est le seul aspect qui puisse fournir aux révolutionnaires un motif d'espoir : la contre-révolution ne peut pas aller plus loin, car elle a atteint ses limites, elle s'est ACCOMPLIE. Négation de la négation. La réaction de classe qui devra venir dans les années futures (mais il est encore plus difficile aujourd'hui de dire dans combien d'années) le fera ainsi sur un terrain dégagé de bon nombre de scories idéologiques. A condition que les révolutionnaires sachent dégager les leçons, poursuivre l'oeuvre de restauration programmatique et se lier au futur mouvement des masses, le mouvement souterrain de la vieille taupe aura à nouveau atteint son but.

FEVRIER 1990

NOTES

(1) Cet aspect important de la prévision des mesures de transition à prendre pour détruire le capitalisme, doit constituer un élément primordial dans la réflexion et le travail des révolutionnaires. C'est dans ce sens que Bordiga, tout comme Marx, utilisait tout le travail de critique de la réalité capitaliste comme un moment de l'affirmation et de la description du communisme.

"Nous nous permettrons un autre calcul encore plus hypothétique. Supposons que la classe ouvrière prenne le pouvoir dans une situation de type de celle de 1929, soit : 14.400 de matières premières à travailler : 352 de main-d'oeuvre et 648 de bénéfiques, c'est-à-dire 15.400 de produit total.

Et alors...les ouvriers lisent Marx et utilisent "la force productive accrue du capital en réduisant simplement la durée du travail vivant". Un décret du Comité révolutionnaire abaisse énergiquement la production à 10.000 (où faudra-t-il faire des coupes sombres, on le verra bien à ce moment-là! Pensez seulement qu'alors il n'y aura plus d'élections présidentielles ou autres !). Sur cette somme, le travailleur prélèvera non pas le profit (chargé de taxes et de services généraux), mais une faible partie, disons 500, pour les ajouter à ses 352 de salaires. La retenue générale que nous effectuerons pour la conservation des installations publiques et même pour les administrations de l'Etat sera nettement supérieure aux 648 des capitalistes éliminés, disons 700. Tout compte fait, on trouve 8800 de matières premières à travailler au lieu de 14400 et si le nombre des ouvriers reste le même, la journée de travail de chacun est réduite à 62%, c'est-à-dire qu'elle passe de 8 à 5 heures environ. C'est déjà un bond pas en avant ! Si nous calculions maintenant la rémunération horaire, nous verrions que nous l'avons élevée de 120% soit de 45 à 100.

Ce ne serait pas encore le socialisme, mais correspondrait déjà à une loi inverse de celle du capitalisme : la diminution de l'effort humain rendue possible par l'accroissement de la productivité du travail, soit qu'on maintienne la production à un niveau constant, soit qu'après l'élimination des sanglants rameaux dont le capitalisme charge son trône, elle reprenne sa croissance suivant une courbe douce, à un rythme humain et harmonieux." (Dialogue avec Staline)

(2) Comme le fait "La Gauche Communiste", du PCI, dans sa dernière livraison de Décembre 1990, en assimilant la crise en cours à l'Est à une pure et simple crise de surproduction, analogue à celles de l'Occident. La spécificité historique du capitalisme en Russie est ici niée, contrairement aux enseignements de la Gauche.

(3) Un petit peu comme Engels disait que les ouvriers allemands feraient "leur" république en 24 heures, dans la foulée du mouvement social, en réponse à l'argument chauvin des socialistes français qui voyaient dans "leur" république un signe de supériorité sur le mouvement allemand (cf. RIMC N°4 p.36).

(4) En même temps, cette disparité donnera de l'élan aux revendications économiques des ouvriers à l'Est, qui se sentiront en droit d'exiger les mêmes conditions horaires et salariales qu'à l'Ouest.

(5) On peut voir à quel point le Trotskysme a honteusement dégénéré vers le social-démocratisme le plus plat en lisant la dernière brochure d'Ernest Mandel consacrée aux pays de l'Est.

BREF HISTORIQUE DU MOUVEMENT DE LA CLASSE PROLETARIENNE DANS L'AIRE EURO-NORD AMERICAINE DES ORIGINES A NOS JOURS

(REVOLUTION COMMUNISTE -THESES DE TRAVAIL)

4.3.LE MOUVEMENT OUVRIER FRANCAIS DE LA COMMUNE A LA SECONDE INTERNATIONALE (1871-1889) (Suite)

Au cours du premier volet de ce chapitre, paru dans RIMC N°4, nous avons décrit les conditions politiques générales propres au développement du mouvement ouvrier en France, pays de l'expérimentation politique par excellence. Nous avons rappelé les analyses de Marx et Engels quant aux rapports du prolétariat et de la république bourgeoise.

Dans ce second volet, nous aborderons plus précisément l'épisode de la constitution du parti ouvrier lui-même en France, et les difficultés qu'elle y a rencontrées, compte tenu justement du caractère général propre à ce pays.

Il faut d'abord rappeler à nouveau dans quel cadre tactique général on se situe, au cours de cette période 1872-1889, et ceci pour tous les pays européens. Marx et Engels considéraient qu'une fois l'AIT disparue et le prolétariat vaincu à l'échelle internationale, il ne fallait pas se lancer tout de suite, à nouveau, dans la construction d'une Internationale "large" comme l'avait été l'AIT, mais travailler au sein de chaque pays, donc sur une base "nationale" à renforcer le programme communiste et l'organisation des masses prolétariennes. Pour cela il fallait favoriser au maximum la constitution de partis ouvriers, même "impurs", afin de constituer un cadre où mener la lutte pour la suprématie du programme communiste contre toutes les autres tendances ouvrières (socialistes divers) ou petites-bourgeoises (anarchistes). Dans cette perspective, ces partis ouvriers seraient allés en se purifiant dans un sens communiste, et, au-delà d'un certain stade de développement, l'unification internationale se serait faite tout naturellement, sur la base d'un programme identique, et non comme simple fédération ou regroupement d'organisations. C'est pourquoi, poser la question comme le fit l'Aube Internationaliste "Le POF fut-il un parti marxiste ?" et y répondre par la négative, n'a pas grande cohérence.

4.3.18.Comme nous l'avons dit en conclusion de notre texte précédent, on assiste à la fin des années 1870 à une certaine reprise de la lutte des classes (thèse 4.3.17)

De 1870 à 1883 environ, le capital connaît en France une phase de prospérité industrielle, dans un cadre plus général d'expansion capitaliste à l'échelle internationale (consolidation de la phase réelle dans de nombreux pays, conquêtes impérialistes, développement inouï de l'industrie et des méthodes modernes d'extraction de plus-value etc.) Cette conjoncture permet au capital d'accorder des réserves à une grande partie de la classe ouvrière. Le salaire réel hausse fortement entre 1878 et 1883. Cette tendance, combinée à la répression qui suit la Commune, est peu favorable dans un premier temps, à l'expression de la lutte prolétarienne.

Cependant, après la vague de procès des années 1872-1875, permis par la Loi contre l'Internationale (1872), la suppression de l'état de siège en Avril 1876 entrouvrira une première porte vers la

réorganisation matérielle et physique d'organismes prolétariens. Compte tenu du contexte économique décrit plus haut, cette recomposition s'effectue d'abord sur le terrain syndical, les périodes de prospérité étant favorables à l'éclosion de luttes pour le salaire. En 1876 il existe à Paris des centaines d'associations ouvrières, mais qui se contentent de développer une vision corporatiste et ouvrieriste de la lutte des classes. Les seules expressions politiques du mouvement, héritées de la Commune, se manifestent dans l'immigration, notamment à travers les blanquistes (Manifeste aux Communeux 1874).

Engels s'est livré à une critique en bonne et due forme des excès de ces derniers dans la presse socialiste allemande. Mais en même temps, il conclut ainsi :

"...il y a incontestablement un progrès fondamental dans ce programme : c'est le premier manifeste par lequel des ouvriers français professent l'actuel communisme allemand. Qui plus est, des ouvriers de la tendance qui tient les Français pour la Jérusalem révolutionnaire. C'est le mérite incontesté de Vaillant - cosignataire du programme et excellent connaisseur de la langue allemande et de notre littérature socialiste - que de les avoir amené à faire ce pas. Les ouvriers socialistes allemands, qui ont démontré qu'ils étaient totalement affranchis de tout chauvinisme national, peuvent considérer comme un symptôme de bon augure le fait que des ouvriers français adoptent des principes théoriques justes, bien qu'ils viennent d'Allemagne." (Volkstaat 26/06/1874)

4.3.19. En 1876 (du 2 au 10 Octobre) a lieu à Paris un congrès ouvrier représentant environ 20.000 prolétaires parisiens (le pays en compte alors à peu près 3 millions) à travers 93 groupes différents, et aussi des groupes de province qui viennent d'anciens foyers de l'AIT. Là encore, il s'agit d'un discours purement syndicaliste, qui récuse toute référence à la Commune et tout recours à une méthode révolutionnaire. L'influence des vieux métiers de l'artisanat et de l'expression politique qui leur correspond, le proudhonisme, est encore vivace.

L'expression politique du courant socialiste incombe alors à un cercle d'intellectuels dit du "café Soufflot", du nom d'un café Boulevard Saint-Michel à Paris, où ils se réunissent autour de Jules Guesde pour publier un journal, "L'Egalité" (publié de Novembre 1877 à Juillet 1878). Ce journal est financé par les socialistes allemands. Il se pose en tant qu'organe républicain, mais en annonçant d'emblée que seule une révolution sociale peut réaliser une véritable égalité qui soit le fin mot de la république :

"L'Egalité sera républicaine, parce que la République est le dernier mot de l'évolution purement politique ou gouvernementale et ne laisse plus de place qu'à une révolution économique ou sociale substituant à l'égalité nominale des droits l'égalité réelle des faits. Mais l'Egalité sera avant tout socialiste, cette révolution économique étant son but direct."

Marx disait de ce journal qu'il était "un journal ouvrier au plein sens du mot, le premier en France".

Jusqu'à 1879, toutes les manifestations de regroupement du prolétariat au sein de congrès, organismes etc. illustrent tout à fait la justesse de la tactique prônée à l'époque par Marx et Engels. En

pleine recomposition, le mouvement spontané du prolétariat n'est pas mûr pour s'affirmer directement communiste. Il lui faut en passer par un certain nombre d'étapes préalables.

4.3.20. Du 28 Janvier au 8 Février 1878, a lieu le 2^e congrès ouvrier à Lyon. Ce congrès est aussi centré sur le refus de l'action politique, mais surtout de "la politique" menée à la façon bourgeoise. Dans le même temps, le congrès affirme la nécessité de présenter des candidatures aux élections sur la base d'un "programme socialiste". Cependant, on ne parvient pas encore à se mettre d'accord sur l'amnistie pour les communards (ce sont des éléments radicaux et intellectuels bourgeois qui font campagne), et on rejette une motion "collectiviste".

Tandis que s'ouvre un cycle de luttes ouvrières (de 1878 à 1882), il faut attendre 1879 pour voir l'émergence d'un véritable courant prolétarien qui rompt avec la pratique réformiste en vigueur dans les rangs du prolétariat.

Du 20 au 31 Octobre 1879 a lieu le congrès de Marseille qui regroupe 130 délégués. Cette fois-ci le congrès affirme clairement la nécessité du parti politique pour diriger l'action de la classe ouvrière; défend le communisme ("collectivisme") contre les tentatives d'aménagement de l'exploitation; proclame la nature internationale de la lutte des classes; exalte la grève comme moyen d'action du prolétariat. Le congrès débouche sur la création de la "Fédération du Parti des Travailleurs Socialistes de France". Cependant, la base théorique de ce regroupement reste trop ambiguë, et la phase unitaire du début sera rapidement suivie d'un inévitable processus de décantation.

Ce congrès marque surtout la victoire des "collectivistes" contre les "coopérateurs", en votant une résolution concluant à "l'appropriation collective du sol, sous-sol, machines, voies de transport, bâtiments, capitaux accumulés, au bénéfice de la collectivité humaine, seule manière possible d'assurer à chacun le produit intégral de son travail".

La nécessité de l'action politique du prolétariat et de la constitution de ce dernier en parti politique est affirmée dans les termes suivants : il faut "que le prolétariat fasse une scission complète avec la bourgeoisie, et se sépare d'elle sur tous les terrains, à la fois intellectuel, juridique, politique et économique", et constitue un "parti des travailleurs".

Au-delà de ces positions claires, la confusion existe sur les concepts mêmes entre "marxistes", anarchistes et réformistes. Il n'existe pas de hiérarchie dans le parti, pas de programme, et son fonctionnement demeure fédéraliste et décentralisé. Il accueille en son sein des mutuellistes et des radicaux.

4.3.21. En 1880, le parti, qui deviendra le parti ouvrier français, élabore son programme sous le titre de "Considérants du parti ouvrier français". Cette rédaction se fait selon une expression internationaliste puisque cela se fait à Londres, sous l'égide de Marx et Engels qui expriment alors le "parti historique", Guesde "tenant la plume".

Les radicaux en parole, les jusqu'au boutistes abstraits n'ont pas de mots assez durs pour flétrir ce programme et y voir la preuve que "même Marx", au contact du prolétariat français, était capable de concessions à l'opportunisme et au réformisme. C'est là ne rien comprendre à la tactique suivie à l'époque par les dirigeants du communisme international, ni au fait que, comme le disait Engels, les Considérants réussissaient à exprimer en peu de mots l'essentiel du but

communiste, qu'ils liaient dialectiquement avec la tactique, dans la partie du programme consacrée aux mesures immédiates.

Ce programme avait été réalisé en prévision des élections législatives. Marx écrit à Sorge le 5 Novembre 1880 :

"A l'exception de quelques niaiseries que Guesde trouva nécessaire, malgré nos protestations, de lancer aux ouvriers français, tel que le salire minimum fixé légalement, ... cette pièce officielle très brève ne se compose dans sa partie économique, mis à part les mots d'introduction dans lesquels est défini en quelques lignes le but communiste, que de revendications qui ont réellement émergé spontanément du mouvement ouvrier français lui-même. Ce fut un grand pas que de faire descendre les ouvriers français de leurs nuées de verbiage sur le sol de la réalité, et cela scandalisa d'ailleurs beaucoup toutes ces cervelles d'oiseau françaises qui vivent en brassant du vide."

Il faut s'arrêter ici sur la fameuse phrase consacrée au suffrage universel. Ses adversaires immédiatistes, gauchistes faussement radicaux crient à la trahison électorale, voire au crétinisme parlementaire et affirment que Marx adoptait comme position programmatique la transformation du suffrage universel en instrument d'émancipation. Or ce qui est défini ici c'est la tactique du parlementarisme révolutionnaire; rien de plus, rien de moins.

Le texte des Considérants affirme en effet que le prolétariat doit se rendre maître des moyens de production; que pour cela il doit oeuvrer au bouleversement révolutionnaire de la société; qu'il ne peut accomplir cette tâche qu'en s'organisant en parti politique distinct, et enfin :

"Qu'une pareille organisation doit être poursuivie par tous les moyens dont dispose le prolétariat y compris le suffrage universel, transformé ainsi d'instrument de duperie qu'il a été jusqu'ici en instrument d'émancipation." (soul par nous).

Autrement dit le suffrage universel ne peut jamais être en soi un instrument d'émancipation. C'est seulement si le prolétariat l'utilise à sa façon révolutionnaire, comme un moyen parmi d'autres, en s'en servant comme tribune d'agitation, pour regrouper les larges masses de la classe ouvrière sur un programme de revendications immédiates et les amener sur un terrain révolutionnaire, c'est seulement ainsi que le prolétariat fera de ce moyen un élément de sa propagande et donc un instrument d'émancipation.

4.3.22. En fournissant au parti ouvrier français son programme d'agitation immédiat, sur une base nettement communiste (même compte tenu des réserves signalées plus haut à propos des "incongruités" de Guesde), Marx et Engels soulignent l'importance qu'il y a à saisir les ruptures dans le cours de la lutte des classes, à partir desquelles l'intervention directe au sein de la classe est non seulement possible mais nécessaire. Autrement dit les communistes doivent être à même de saisir les signes montrant que le prolétariat est réellement en train de se mobiliser sur ses objectifs de classe.

"Après une violente opposition des anarchistes, le programme fut tout d'abord adopté dans la région centrale, c'est-à-dire Paris et tout ce qui dépend de près ou de loin de cette ville, puis dans tous les autres centres ouvriers. La

formation simultanée de groupes ouvriers mutuellistes qui cependant (sauf les anarchistes qui ne sont pas composés de véritables ouvriers, mais de déclassés, ainsi que de quelques ouvriers dupés qui forment la troupe ordinaire) ont adopté la plus grande partie des revendications "pratiques" du programme, de même que le fait qu'on y trouve les points de vue les plus différenciés, cela prouve à mes yeux qu'il s'agit là du premier mouvement ouvrier réel en France. Jusqu'à présent on n'y trouvait que des sectes, qui ne recevaient naturellement leurs mots d'ordre que de fondateurs de sectes, cependant que la masse du prolétariat suivait les bourgeois radicaux, et elle se battait pour être, le lendemain, massacrée, déportée etc. par les gaillards qu'elle avait hissés au pouvoir". (Marx à Sorge 5. Nov. 1880)

Autrement dit, le plus important est l'accès du prolétariat à l'autonomie organisationnelle par rapport à la bourgeoisie, et sa lutte pour ses objectifs propres. Il est important de noter que Marx et Engels n'attendaient pas que cette lutte se mène d'emblée avec les mots d'ordre purs du programme communiste, mais attachent dans un premier temps plus d'importance au caractère réel et profond du mouvement, même si celui-ci en passe par une phase où les mots d'ordre agités sont plus ou moins confus et "différenciés".

4.3.23. La question qui se pose au parti, une fois constitué, est celle de la décantation entre éléments révolutionnaires et éléments réformistes ou confusionnistes.

En Novembre 1880, au congrès du Havre, se produit une clarification sur le concept même de collectivisme entre coopérateurs, anarchistes, socialistes.

Le caractère hétérogène du parti ne peut pas ne pas aboutir rapidement à une décantation par voie de scission. Les coopérateurs, positivistes et radicaux s'excluent d'eux mêmes du parti. Le programme "marxiste" est adopté, mais avec une concession aux anarchistes sur le rejet définitif du parlementarisme en cas d'échec aux élections de 1881.

Le départ des éléments anarchistes a lieu, localement d'abord (Union fédérative du Centre), puis sur le plan national, en 1881, d'où affaiblissement numérique du parti.

Parallèlement, on a l'apparition d'un courant ouvertement réformiste à la droite des guesdistes, sous l'impulsion de Brousse qui prône le socialisme municipal, la conciliation avec les intérêts bourgeois, la realpolitik, c'est-à-dire la tentative de réaliser les réformes qui sont "possibles" (d'où le nom de possibilistes). Les broussistes essaient de confisquer le parti en éliminant les guesdistes (congrès de Saint-Etienne).

Les broussistes manoeuvrent pour éliminer les guesdistes, d'abord au congrès de Reims (Oct/Nov 1881), puis à Saint-Etienne (Septembre 1882). Les guesdistes mis en minorité par le jeu des mandats, tiennent leur propre congrès à Roanne où ils fondent le "Parti ouvrier français", sur la base des Considérants de 1880. La majorité restante prend le sous-titre de "Fédération des Travailleurs socialistes de France" (officialisé en 1883).

Engels souligne le caractère nécessaire de ce processus, dans la mesure où il opère la différenciation entre éléments véritablement révolutionnaires, et résidus de tendances déjà condamnées au cours de l'histoire du mouvement ouvrier, qui tentent de s'y réintroduire sous de nouvelles formes.

Comme toujours on privilégie le mouvement réel sur une application

sectaire et non dialectique des principes. Cette tactique est celle suivie en général lors de la fondation d'un parti ouvrier. Ce fut aussi celle de la Gauche au sein de l'IC, avec les 21 conditions.

"Au début, lors de la fondation du parti ouvrier, il fallut admettre tous les éléments acceptant le programme : s'ils le faisaient avec des réserves, ils devaient le montrer par la suite. Nous ne nous sommes jamais trompés ici sur Malon et Brousse : tous deux ont grandi à l'école des intrigues bakouninistes, et Malon fut même l'un des fauteurs et initiateurs de l'Alliance secrète de Bakounine (l'un des dix-sept fondateurs). Mais enfin il fallait leur donner une chance de montrer s'ils avaient abandonné les pratiques bakouninistes, en même temps que la théorie de celles-ci. La suite a démontré qu'ils n'acceptaient le programme (en le falsifiant, Malon y a en effet, introduit différentes altérations) que sous la réserve tacite de le ruiner. Ce qui a commencé à Reims et à Paris s'est achevé à Saint-Etienne. Le caractère de classe du programme a été éliminé. Les considérants communistes de 1880 furent remplacés par ceux des statuts de l'Internationale de 1866 qui durent être rédigés de la sorte parce que les proudhoniens français étaient à ce point arriérés et ne pouvaient cependant être exclus. Les revendications positives du programme furent annulées, puisque chaque localité est libre de se donner, aussi souvent qu'il lui plaît, un programme spécial pour chaque cas particulier. Non seulement le soi-disant parti de Saint-Etienne n'est pas un parti ouvrier, mais encore ce n'est pas un parti du tout, parce qu'en fait il n'a pas de programme : c'est à la rigueur un parti Malon-Brousse." (Engels à Bebel 28.10.1882)

"L'inévitable s'est produit : les éléments inconciliables se sont séparés. Et cela est bon (...) Il semble vraiment que chaque parti ouvrier d'un grand pays ne puisse se développer que dans le cadre d'une lutte interne, ainsi qu'il ressort plus généralement des lois dialectiques de l'évolution." (Engels)

4.3.24. Dans ces conditions, le maintien du courant révolutionnaire sur une base orthodoxe, au sein d'un regroupement petit, mais ferme, était l'une des exigences du mouvement. La défense abstraite de "l'unité", au détriment des principes, n'aurait mené à rien d'autre qu'à la ruine totale des positions révolutionnaires, qu'il était bien plus nécessaire de défendre dans la "minorité". Le parti possibiliste issu de la scission de Saint-Etienne n'était rien d'autre, dit Engels, que la queue du parti radical bourgeois.

En outre, "il vaut toujours mieux être momentanément en minorité pour ce qui est de l'organisation en ayant le vrai programme que d'avoir apparemment beaucoup de suivants pratiquement nominaux, sans programme." (Engels à Bebel 28.10.82)

En l'occurrence, pour la France, le "vrai programme" était celui des considérants de 1879 qui, malgré leur faiblesse, constituaient un programme "collectiviste" (communiste), se délimitant parfaitement des expressions gradualistes, opportunistes, réformistes, des autres courants. En refusant ce programme, les artisans de la scission de Saint-Etienne tentaient de ramener le mouvement en arrière.

"En France, il y a eu la scission longtemps attendue. Lors de la création du parti, il n'était sans doute pas évitable que Guesde et Lafargue marchent ensemble avec Brousse, mais Marx et moi nous ne nous sommes jamais fait d'illusions : cela ne pouvait pas durer. Le point de litige est purement de principe : faut-il conduire la bataille comme une lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie ou est-il permis de manière tout à fait opportuniste - soit en traduction socialiste : possibiliste - de laisser tomber le caractère de classe du mouvement et du programme partout où l'on peut obtenir en échange plus de voix ou de partisans ? C'est en faveur de quoi Malon et Brousse se sont prononcés, sacrifiant le caractère de classe prolétarien et rendant la séparation inévitable. Et c'est bien ainsi. Le prolétariat se développe partout au travers de luttes internes, et il n'y a point d'exception pour la France qui crée pour la première fois un parti ouvrier. En Allemagne, nous avons derrière nous cette première phase de lutte interne (avec les Lassalliéens) et nous en avons une autre devant nous. L'unité est excellente tant qu'elle marche, mais il y a des choses qui sont au-dessus de l'unité. Et si, toute notre vie durant, Marx et moi nous avons combattu les prétendus socialistes plus que quiconque (car nous avons pris la bourgeoisie uniquement comme une seule classe et ne nous sommes presque jamais laissés entraîner à des luttes partielles contre des bourgeois), il n'est donc pas question de geindre parce que l'inévitable lutte a éclaté." (Engels à Bebel 28.10.1882)

4.3.25. La scission de 1882 constitue un des moments de la délimitation entre éléments réformistes et révolutionnaires. Cependant, il ne s'agit là que d'un épisode préliminaire, non suffisant, pour l'histoire du mouvement ouvrier de ce pays, qui va s'incarner en permanence dans une dynamique entre deux tendances : celle, opportuniste, du "socialisme français", attirée en permanence dans la mouvance du radicalisme bourgeois, toujours prompt à passer des alliances avec les membres de ce dernier, et la tendance révolutionnaire qui, tout en sachant défendre globalement son intégrité, ne manifesta pas toujours l'intransigeance et la fermeté nécessaires pour éliminer toute influence venue du camp bourgeois.

Oscillant perpétuellement entre son pôle révolutionnaire et son pôle bourgeois (encore que, pour cette raison même, le premier ne soit pas toujours suffisamment pur), le "socialisme français" ne disposera d'aucune référence solide pour éviter le honteux passage dans le camp bourgeois en 1914, ni par la suite, en 1920, pour forger un parti de classe qui rompe de manière radicale avec l'opportunisme.

Héritant en partie des tendances jacobines de la pensée révolutionnaire d'une nation qui s'était constituée plus tôt que ses voisines et prétendait étendre le ferment révolutionnaire de la Raison, le socialisme français devait souffrir également de cette tare : le chauvinisme. Ayant eu pendant des années une puissante force politique, ayant manifesté, à intervalles réguliers sa vitalité et son ardeur révolutionnaires, le prolétariat français pouvait être amené à se croire le fer de lance du prolétariat européen. Or, s'il est vrai que le fait d'avoir vécu dans une ambiance révolutionnaire était un facteur favorable pour les français, cela ne pouvait pallier leur débilite sur le plan théorique. C'est entre autres ce qui explique la difficulté de donner un caractère durable aux élans révolutionnaires qui secouent le prolétariat français à intervalles réguliers.

"J'accueillerai donc avec joie tout élan révolutionnaire dont les parisiens pourront nous gratifier, mais après cela je m'attendrai à les voir de nouveau se laisser frustrer et s'élancer ensuite vers un sauveur miraculeux. J'espère et je crois que les parisiens sont aussi capables d'action que par le passé, mais, s'ils prétendent prendre la direction dans le domaine des idées je leur dirai merci."
(Engels à Lafargue 16.4.1890)

Colporté évidemment essentiellement par le courant "socialiste bourgeois", le chauvinisme n'épargnait pas pour autant le prolétariat révolutionnaire lui-même, comme en témoigne le manifeste du parti de 1893, qui revendique le titre de "vrais patriotes" (comme aujourd'hui le PCF) pour les ouvriers internationalistes. Or, s'il est vrai que le fait national est une réalité matérielle, et que, devant lutter encore sur un plan national (cf. Manifeste), les ouvriers se trouvent confrontés à ce fait, toute leur politique doit tendre à le dépasser en s'unissant avec la classe ouvrière des autres pays, et en pratiquant un véritable internationalisme, à l'opposé de toute défense de l'abject concept de "patrie".

"Je ne veux pas parler de l'usage du mot patriote, de ce que vous vous posez comme les seuls "vrais" patriotes. Ce mot a un sens si étroit - ou bien indéterminé, c'est selon - que moi je n'oserais jamais m'appliquer cette qualification. J'ai parlé aux non-allemands comme Allemand, de même que je parle aux Allemands comme simple international. Je crois que vous auriez pu atteindre un plus grand effet si vous vous étiez déclaré simple français - ce qui exprime un FAIT, un fait y compris les conséquences logiques qui en découlent."
(Engels à Lafargue 27.6.1893)

4.3.26. La constitution du prolétariat français en "parti ouvrier" se fait dans des circonstances historiques difficiles. En premier lieu, comme nous avons déjà eu l'occasion de le souligner, le centre révolutionnaire se déplace vers l'Est, vers l'Allemagne, et la France n'est plus la terre privilégiée des révolutions; en second lieu, nous l'avons vu, le poids des traditions "républicaines" pesait sur l'émergence d'un véritable programme de classe internationaliste; la fascination de l'ouvrier français pour le grand homme réapparaissait caricaturée dans l'épisode du général Boulanger; enfin, le prolétariat français devait dépasser son handicap en matière théorique.

Même si dans les années 1880-1883, grâce à la libéralisation de la presse on assiste à la sortie de nombreux journaux ouvriers, socialistes ou communistes ("Ni Dieu ni maître" de Blanqui, pendant un an) ("Le Citoyen" en 1880, où écrira Guesde, "l'Egalité en 1882) ou au renouvellement de journaux comme "Le prolétaire" fondé après le congrès de Lyon qui devient en 1884 : "Le prolétariat", il s'agit essentiellement d'organes d'agitation dont la dimension de réflexion théorique est absente.

Ainsi, à propos de la réappropriation de l'expérience de la Commune par les groupes et la presse révolutionnaires. Il existe une tentative de tirer un bilan et des leçons théoriques (dans le sens du parti pour Vaillant et Guesde, dans le sens de l'unité des bonnes volontés pour Lissagaray). Mais les leçons tirées par Marx dans "La guerre civile en France" restent inconnu, puisque, à part certains exilés, les révolutionnaires français n'ont eu connaissance du texte qu'à sa diffusion en France en 1900 !!!!

Dans leurs très dures critiques du mouvement ouvrier français, Marx et Engels mettent en avant les caractères immédiatistes de ce dernier. Ils accusent les chefs du prolétariat français de n'avoir aucun sens tactique, de se laisser guider par leurs sentiments, d'aller trop vite, d'être impatients et de polémiquer contre des personnes. Leurs adversaires réformistes, quand à eux, reprennent toutes les méthodes manoeuvrières du bakounisme et réussissent souvent à l'emporter sur le plan tactique. L'un de leurs arguments consiste à flatter le chauvinisme du prolétariat français et à faire passer les thèses socialistes pour des thèses allemandes, donc prussiennes, et les socialistes français pour des agents de l'étranger. C'est pourquoi, dans ces conditions, et malgré l'incurie des responsables socialistes, Marx et Engels se réjouissent chaque fois que les événements viennent montrer la validité des positions communistes et que celles-ci s'imposent dans les faits.

4.3.27. L'année 1886 marque un renouveau des luttes ouvrières, marqué par des grèves, longues, souvent dures et débouchant parfois sur des épisodes quasi-insurrectionnels (assassinat d'un ingénieur à Decazeville en 1886, barricades à la suite de l'enterrement du vieux blanquiste Eudes en 1888 à Paris).

Cette vague de grèves se poursuivra jusqu'en 1893 et elle met de plus en plus en scène les syndicats, en pleine phase de constitution.

4.3.28. La préparation du congrès de 1889.

Comme nous l'avons vu, ni la France ni Paris ne représentaient plus le centre du mouvement révolutionnaire. De plus le mouvement ouvrier français souffrait d'un certain nombre de caractères "héréditaires", qui l'handicapaient profondément. Marx et Engels s'intéressaient surtout à la dynamique de ce mouvement, dans le contexte d'un régime évoluant vers la république bourgeoise "pure", et aussi dans le contexte de l'internationalisation croissante du mouvement. N'ayant pas la puissance théorique du mouvement allemand, le mouvement ouvrier français était d'autant plus dépendant de ses liens avec les ouvriers des autres pays. C'est ainsi que Marx et Engels conçoivent leur rôle vis-à-vis des mouvements nationaux, et du mouvement français, mais sans chercher à "influencer les gens contre leur volonté".

Dans ces conditions, l'épisode de la réunion du congrès international fondateur de la Seconde Internationale à Paris en 1889, revêt une importance toute particulière. Il montre, entre autres, parfaitement combien le parti communiste ne peut vivre et lutter uniquement à partir de principes abstraits, mais se trouve confronté à des situations concrètes où il se trouve obligé d'agir de façon à préserver son influence et à prendre la direction du mouvement.

Des tentatives de convocations de congrès ouvriers internationaux dans le but avoué de reconstituer une Internationale - projet que le parti historique ne jugeait pas, alors, souhaitable - avaient déjà eu lieu (à Coire en 1881, à Paris en 1883), mais sans revêtir une importance telle que le mouvement prolétarien ait eu à se prononcer vis-à-vis d'elles. Par contre, en 1889, la situation se présente comme suit : dans le but de convoquer un congrès international, les trade-union anglaises, au cours de leur congrès de 1888 à Londres, chargeront les possibilistes français d'organiser un congrès à Paris en 1889. La réalisation d'un tel congrès, sur le plan international aurait signifié la prédominance du possibilisme comme seul représentant légitime de la classe ouvrière et du socialisme français, entravant ainsi tout le cours vers la constitution du parti ouvrier,

et avec d'immenses répercussions sur le cours du mouvement socialiste international. La reconnaissance des possibilistes par ce dernier engendrait le risque d'un puissant recul du mouvement.

Il appartenait donc en premier lieu aux communistes français de déjouer cette manoeuvre, notamment vis-à-vis du mouvement allemand, et de démontrer qu'eux seuls incarnaient historiquement la puissance révolutionnaire du prolétariat français. Démontrer dans les faits bien sur, et non dans les mots; ce qui ne pouvait pas se faire seulement avec des proclamations révolutionnaires, mais seulement en amenant les possibilistes à se dévoiler pour ce qu'ils étaient : des petits-bourgeois opportunistes et manoeuvriers. Engels, en tant que chef du socialisme international joua un rôle de tout premier plan dans cette stratégie, en conseillant les chefs du mouvement ouvrier français, notamment Lafargue, et en utilisant ses contacts avec le mouvement allemand pour faciliter la compréhension réciproque des positions. Engels recommande donc la négociation de l'organisation du congrès avec les possibilistes en laissant à ceux-ci l'initiative de la rupture.

" S'il est constaté que vous êtes prêts à agir en commun avec tous et que les possibilistes veulent vous exclure, alors cela suffira à mettre les possibilistes dans (leur) tort (...) si au contraire ils acceptent, ce sera votre faute si vous ne savez pas prouver devant tout le monde que c'est vous et non pas eux qui représentez le socialisme français." (Engels à Lafargue 14.1.1889)

Effectivement, en refusant de participer à une conférence préparatoire convoquée à la Haye, les possibilistes se mettaient d'eux-même en dehors du mouvement international, se privant vis-à-vis de celui-ci, du droit d'organiser le congrès, droit qui revenait de fait au parti ouvrier français. La conférence de la Haye, tout en reconnaissant au POF le droit d'organiser le congrès, confiait aux Belges et aux Suisses le soin de le convoquer; Engels estimait nécessaire cette concession aux socialistes des autres pays pour éviter que ceux-ci ne tombent dans les bras des possibilistes. Il recommande la souplesse sur les détails et les exigences formelles pourvu que sur le fond on en arrive à l'essentiel : l'isolement des possibilistes sur la scène internationale, la victoire du courant prolétarien.

"Vous savez ce que dit Hegel : toute chose qui a été gatée a été gatée pour les meilleures raisons possibles. Et vos parisiens se donnent la plus grande peine pour le prouver. Voici la situation : après la mort du Socialiste, votre parti avait disparu de la scène internationale. Vous aviez abdiqué, vous étiez morts pour les autres partis socialistes à l'étranger. C'était entièrement la faute de vos ouvriers qui ne voulaient pas lire et soutenir un des meilleurs organes que le parti n'ait jamais eus. Mais après avoir tué votre organe de communication avec les autres socialistes, ils ne pourront éviter de subir les conséquences naturelles de leur manière d'agir. Les possibilistes, restés seuls en possession du champ de bataille, ont profité de la situation que vous leur avez faite; ils ont eu des amis -Bruxellois et Londoniens - à l'aide desquels ils ont posé devant le monde comme les seuls représentants des socialistes français. Ils ont réussi à attirer à leur congrès les Danois, les Hollandais et les Flamands. Et vous savez la peine que nous

avons eue à nullifier les succès obtenus par eux. Maintenant les Allemands vous offrent l'occasion, non seulement de rentrer en scène avec éclat, mais de vous voir reconnus, par tous les partis organisés de l'Europe, comme les seuls socialistes français avec lesquels ils veulent fraterniser. On vous offre l'occasion d'effacer d'un seul coup l'effet de toutes les fautes commises, de toutes les défaites subies, de vous réhabiliter dans la position que mérite votre intelligence théorique, mais qu'a compromise votre tactique erronée, on vous offre un congrès où paraîtront tous les partis ouvriers véritables, même les Belges; on vous offre la chance d'isoler les possibilistes de sorte qu'ils devront se limiter à un congrès fantôme. Enfin on vous offre bien plus que, vu la position que vous vous étiez faite, vous n'étiez en droit d'espérer. Eh bien ! vous saisissez des deux mains ? Pas du tout, vous faites l'enfant gâté, vous marchandez, vous demandez davantage, et quand enfin on réussit à vous faire accepter ce qui est convenu par tous, vous ajoutez des insinuations qui mettent en danger tout ce qu'on a obtenu pour vous." (Engels à Lafargue 27/03/1889)

Effectivement, des deux congrès tenus à Paris entre le 14 et le 21 Juillet 1889, seul celui des communistes a été un véritable congrès international et une véritable étape sur le chemin de la reconstitution internationale du mouvement, même si, comme nous le verrons dans le chapitre consacré à la Seconde Internationale, cette reconstitution s'est faite trop tôt et ne s'est pas effectuée dans les meilleures conditions historiques possibles.

4.3.29. A partir des années 1890, compte tenu de la stabilisation du cours capitaliste et de l'éloignement des perspectives révolutionnaires, le mouvement socialiste international connaît une offensive des courants opportunistes (révisionnisme en Allemagne, Trade-Unionisme en Angleterre, ministérialisme en France). Parallèlement, on assiste à la mise en place des mécanismes réformistes et à la reconnaissance de la "question ouvrière" de la part d'éléments bourgeois, catholiques notamment. Tendance complétée par celle visant à noyer le prolétariat au sein du "peuple", à laquelle succomberont une partie des blanquistes, qui rejoignent le boulangisme (mouvement à composante AUSSI ouvrière). Comme nous l'avons vu, de par ses traditions historiques, la France était bien placée pour développer la phase "politique" de cette offensive opportuniste. L'allégeance aux mots d'ordre de défense de la république, le passif jacobin, l'alliance avec les couches bourgeoises favorables au "socialisme", étaient autant de tendances dont le poids allait en s'aggravant, qui se manifestèrent surtout à l'occasion de l'affaire Dreyfus, et de la participation du socialiste indépendant Millerand au gouvernement.

L'affaire Dreyfus, puis le "cas Millerand" qui en découle, furent l'occasion de montrer qu'à partir d'un moment donné de l'évolution de la lutte des classes, la non-séparation de l'activité politique du prolétariat d'avec celle de la bourgeoisie conduit nécessairement à la collaboration de classes et à la trahison des buts révolutionnaires.

La justification politique de cette collaboration de classe - justification qui sera par la suite pleinement utilisée par les ex-partis ouvriers devenus contre-révolutionnaires - était la nécessité de la défense de la république par le prolétariat. Nous avons déjà dit

que cette possibilité pouvait se présenter en cas de menace réactionnaire véritable (retour à un régime monarchique par exemple, avec restauration des anciennes formes de domination politique). Mais cette possibilité, dont la marge historique devenait sans cesse plus étroite, est devenue un véritable mythe justifiant toutes les trahisons du programme communiste. A l'origine de ce mythe, il y a la tendance indéniable du prolétariat français à s'insurger de manière politique, en menant de brillants combats révolutionnaires, mais le plus souvent sans préparation, ni organisation. A chaque fois ces combats se firent au profit de la bourgeoisie (1792-95, 1830, 1848) et s'achevèrent en un massacre de la part de celle-ci, désireuse de se débarrasser d'un allié trop dangereux. A chaque fois, la nation, Y compris le prolétariat se jette par dépit dans les bras d'un sauveur, qui se pose au-dessus des classes, en arbitre entre la bourgeoisie et le prolétariat. A l'époque qui nous occupe, une résurgence de cette tendance se manifestait sous une forme caricaturale, les ouvriers parisiens votant en masse pour le général Boulanger, avorton politique, mais avorton incarnant tout à fait cet esprit bonapartiste dont Engels disait :

"En tous cas, nous devons apparemment arriver à cette conclusion que le coté négatif du caractère révolutionnaire des Parisiens, le bonapartisme chauvin, est aussi essentiel que le coté positif, et qu'après tout grand effort révolutionnaire nous risquons d'avoir une recrudescence du bonapartisme : l'appel à un sauveur qui doit détruire ces vils bourgeois qui ont escamoté la révolution et la république, et dans les pièges de qui les naïfs ouvriers sont tombés."

(à Lafargue 16.04.1890)

4.3.30. Le boulangisme constitue donc une forme du césarisme qui caractérise la vie politique française et l'oscillation de la classe ouvrière entre l'explosion révolutionnaire non préparée, et la confiance dans "l'homme fort" qui viendra sauver la société. Dans le deuxième cas, on a toujours un fort sentiment anti-bourgeois et de critique sociale, mais enrôlé au service d'aventuriers qui correspondent à un moment où la classe politique traditionnelle est discréditée. Ce phénomène récurrent sert en large partie à expliquer aujourd'hui la persistance du facteur "Front National" dans la vie politique française. Les salariés et, entre autres la classe ouvrière se sont offert un frisson "révolutionnaire" en plaçant la gauche au pouvoir en 1981, et l'enchaînement, classique en France espoir/déception/déplacement à droite/sauveur autoritaire s'en est suivi dès lors que dans les faits la gauche démontrait ses talents de gestionnaire du capital. A partir de 1984 Le Pen constitue un concurrent réel pour les autres politiciens bourgeois. Dans le numéro 21 de CouC nous avons essayé d'analyser ce phénomène dans le cadre de la recomposition nécessaire de la classe politique française. Nous pensions que, si la droite parvenait à s'unifier en un grand parti conservateur capable de fédérer toutes les tendances, de la démocratie libérale à l'ultra-droite, le lepénisme s'effondrerait, ayant pour l'essentiel joué son rôle, c'est-à-dire permis à tous les politiciens d'aborder sans tabous les thèmes les plus éculés de l'anti-ouvriérisme, notamment par rapport au prolétariat immigré. Or ceci n'a pas encore eu lieu, permettant à l'influence du FN de croître et embellir. Aujourd'hui ce dernier est en mesure de disputer aux autres partis de droite le leadership de cette fraction de la classe dominante. La bataille féroce qui oppose les fractions de l'opposition

de droite en France à l'heure actuelle correspond en fait à la lutte pour la direction du grand parti conservateur dont la bourgeoisie française, à l'instar de toutes ses collègues européennes, a besoin.

Or, dans le cours historique de la république bourgeoise, ni l'épisode de Napoléon Ier, ni celui de Napoléon III ne constituent en eux-mêmes des menaces réelles contre la prééminence sociale de la bourgeoisie au profit des anciennes classes dominantes réactionnaires. Au contraire, si la bourgeoisie se voit privée de sa représentation politique temporairement, (cf. CouC.N's 18, 20), sa domination sociale s'en trouve renforcée puisqu'elle se trouve libérée pour jouer son rôle de gérant des forces productives.

Il fallut encore ensuite toutefois un certain nombre d'épisodes institutionnels pour que la république s'instaure définitivement. Ceci s'effectua au cours des années 1880.

4.3.31. Il importe donc, sur le plan de la stratégie révolutionnaire du parti du prolétariat, de ne pas confondre l'éventualité (toujours plus faible) d'une restauration monarchique, avec le cours normal, prévisible historiquement, de la bourgeoisie vers l'affairisme, la gestion au jour le jour du capital etc. bref on ne peut pas reprocher à la bourgeoisie de devenir ce qu'elle doit être : une classe dominante, et non plus une classe révolutionnaire. C'est pourtant une semblable confusion que commettait une révolutionnaire de la trempe de Rosa Luxembourg en observant la scène politique française dans les années 1890. C'est ainsi qu'elle écrit :

"...la décomposition rapide de la bourgeoisie au pouvoir assigna à la classe ouvrière la mission historique de défendre la République, contre cette bourgeoisie. Le scandale de Panama, l'aventure du général Boulanger, l'affaire des chemins de fer du midi, la crise suscitée par l'affaire Dreyfus, autant de bornes marquant les étapes de la dégradation de la bourgeoisie française depuis la fin des années 1890. Il s'agissait de sauver la république, la démocratie, le présent Etat d'une chute dans la barbarie afin de construire sur ses bases la communauté socialiste."
(Rosa Luxembourg. Leipziger Volkzeitung 18/12/1899)

Il paraît évidemment logique d'affirmer que, comme le prolétariat a au cours de son histoire versé son sang pour aider à l'établissement de la république démocratique bourgeoise, il ne doit pas la laisser détruire et risquer de retomber dans un asservissement pire encore. Mais on ne saurait défendre la république contre elle-même (ou bien comme le dit Rosa Luxembourg, vouloir sauver "le présent Etat", qui n'est rien d'autre que l'Etat garant de l'exploitation du prolétariat). Le corollaire de la position du prolétariat dans la révolution bourgeoise était qu'en favorisant l'achèvement de celle-ci, il contribuait à généraliser les conditions pour sa propre activité révolutionnaire de classe, anti-bourgeoise, anti-démocratique, communiste. Le devenir de la république bourgeoise vers le despotisme, la corruption, bref son individualisation comme instrument aux mains de la classe dominante était escompté dès le début, en conformité avec la théorie communiste de l'Etat. Prendre la défense de la république bourgeoise "idéale" contre son propre devenir, ce n'est pas défendre les conditions de l'activité de classe du prolétariat, c'est se faire plus bourgeois que la bourgeoisie elle-même, c'est reprendre à son compte toutes les illusions de la bourgeoisie sur la république démocratique comme forme pure et idéale du gouvernement de la société.

En admettant la tactique de la défense de la forme républicaine,

il faut donc identifier rigoureusement ce que sont ces ennemis véritables, c'est-à-dire évaluer le danger d'une réaction réelle. Or, ni le militarisme, ni l'anti-sémitisme, ni le chauvinisme à l'oeuvre dans l'affaire Dreyfus ne sont, en soi, incompatibles avec le maintien de la république bourgeoise. Dans la mesure où le prolétariat est concerné, c'est en englobant la lutte contre ces ennemis dans sa lutte plus générale contre la société bourgeoise dans son ensemble; il ne saurait les combattre efficacement en choisissant de faire alliance avec d'autres couches ou fractions de la bourgeoisie. Telle était la tactique de Jaurès (1), tandis que les guesdistes refusèrent de faire bloc dans la défense de Dreyfus, officier accusé de trahison, enjeu d'une lutte entre deux clans bourgeois, lutte dont l'issue, en restaurant le prestige d'une armée propre et républicaine, ne pouvait de toutes façons qu'être défavorable au prolétariat.

Menée essentiellement sur un terrain juridique et éthique, en partant d'une analyse politique erronée (l'offensive des forces militaristes et antisémites aurait menacé l'intégrité de la république bourgeoise), et basée sur l'alliance avec la bourgeoisie, la défense de Dreyfus par les socialistes indépendants (Jaurès, Millerand) menait tout droit à la collaboration de classe. En fait l'affaire Dreyfus ne fut qu'un prétexte pour que s'épanouisse au grand jour une tendance opportuniste qui travaillait profondément le mouvement ouvrier européen : la conquête progressive du pouvoir au moyen de réformes. Sous le prétexte de "la république en danger", on admit le principe de la participation d'un ministre socialiste (Millerand) dans un ministère radical (Waldeck-Rousseau) en 1889.

Beaucoup plus clair que Rosa Luxembourg est Jules Guesde, lorsqu'il écrit :

"La République (...) est pour nous, comme pour Marx, le terrain idéal de la révolution (...) parce qu'elle met en présence les classes dans leur antagonisme collectif et direct, sans que leur lutte puisse être faussée par des calculs ou des manoeuvres dynastiques. Et, cette supériorité du régime républicain disparaîtrait si, comme le voudrait Jaurès, du fait même de ce régime existant, le prolétariat devrait abandonner sa propre bataille, renoncer à faire sa république à lui, pour s'immobiliser dans la défense de la République de ses maîtres; ainsi entretenue et pratiquée, la République deviendrait le pire des gouvernements."
(Cité par Jean Maitron. Dictionnaire du socialisme. p.354)

Pour une fois la lucidité de Guesde est remarquable, et en totale conformité avec les thèses classiques du communisme. Les mêmes mots ne signifient pas les mêmes choses selon la classe qui les manie, et la "défense de la république" appliquée au prolétariat, n'a pas le même sens que dans sa version bourgeoise. Le terrain que Marx et Engels ont défini comme le "plus favorable à l'expression de la lutte des classes" n'est pas n'importe quelle république en soi, mais la république démocratique qui a poussé au maximum les conquêtes de la démocratie politique, et au-delà de laquelle il n'y a d'autre forme d'opposition critique que celle du socialisme.

4.3.32. Nous avons déjà souligné que Marx et Engels analysent en fait la forme républicaine telle qu'elle surgit en France comme l'objet d'un cycle, qui commence à la lutte contre les formes de domination féodales ou monarchiques, inadaptées au capitalisme moderne, et s'achève lorsque la république est pleinement réalisée, et

que "l'opposition" à cette république s'incarne forcément dans le socialisme.

Engels voyait dans la France l'exemple le plus achevé de ce cours politique et prêtait donc une attention soutenue aux événements électoraux de ce pays.

Sans qu'à aucun moment il ne soit plus question d'alliance ouverte, avec quelque fraction de la bourgeoisie que ce soit, il n'y avait pas pour autant d'indifférentisme envers le cours historique suivi par la représentation politique de la classe bourgeoise. Engels prévoyait ainsi que la bourgeoisie se doterait de gouvernements toujours plus radicaux, jusqu'à ce que s'ouvre la voie pour une représentation ouvrière.

"Au demeurant, le "parti ouvrier" tout entier, avec ses deux fractions, ne représente qu'une partie infiniment minuscule des masses ouvrières parisiennes, celles-ci continuant toujours de suivre des gens comme Clémenceau, contre lequel, d'ailleurs, Guesde a mené sa polémique d'une manière beaucoup trop personnelle et, en général, tout autrement qu'il ne l'eût fallu. Clémenceau est fort capable d'évoluer grandement et, dans certaines circonstances, peut même aller beaucoup plus loin que maintenant, surtout s'il s'apercevait une bonne fois qu'il s'agit d'une lutte de classes. Mais, à la vérité, il ne le reconnaîtra que s'il y est contraint. Mais voilà : Guesde s'est mis une bonne fois en tête que la république athénienne de Gambetta est beaucoup moins dangereuse que la république spartiate de Clémenceau, de sorte qu'il veut empêcher celle-ci, comme si nous - ou un quelconque parti au monde - pouvions empêcher qu'un pays traverse les étapes historiquement nécessaires de son évolution, sans compter qu'en France nous passerions difficilement de la république à la Gambetta au socialisme sans passer par une république à la Clémenceau. Or, sans cette vision de l'enchaînement historique nécessaire - donc du cours prévisible des événements - on ne saurait mener avec succès la politique de parti."

(Engels à Bernstein 22 Septembre 1882)

Pour éclairer cette citation aux yeux du lecteur, il faut préciser que Gambetta, puis Clémenceau, furent des hommes politiques bourgeois radicaux qui souhaitaient appliquer une démocratie bourgeoise "pure", impliquant entre autres la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la suppression de l'armée permanente, l'élection des juges etc. A l'époque de la citation, Gambetta s'était rangé dans le camp des politiciens bourgeois dit "opportunistes", ce qui explique qu'Engels lui oppose Clémenceau, alors radical avant de devenir lui-même un des pires conservateurs anti-ouvriers dans les années 1900-1920. Pourtant ce schéma est resté théorique, puisque les radicaux s'effondrent et que le cours à la guerre vient interrompre le cycle.

4.3.33. Avec l'épisode du "ministérialisme", un pas de plus est franchi dans la collaboration d'une frange du socialisme avec la bourgeoisie. Pour les partisans de Millerand, la participation d'un socialiste au gouvernement, n'était ni plus ni moins condamnable que l'envoi de députés socialistes au Parlement, dont elle constituait même la continuation logique. Or, la force de l'opportunisme est qu'il prend appui sur les tactiques habituellement employées par le mouvement, mais en rompant avec la conception révolutionnaire de celles-ci. En s'écartant des strictes délimitations qui définissent

l'usage de ces moyens, il finit par les ériger au rang de principes, qui ont tôt fait de supplanter les principes révolutionnaires. Les moyens sont alors devenus le but. C'est contre une telle déviation des principes que réagirent les éléments révolutionnaires, qui condamnèrent la participation de Millerand au gouvernement, laquelle se fit sans l'accord du groupe socialiste.

La Commune de Paris avait démontré effectivement la nécessité de détruire l'Etat bourgeois et d'instaurer sur ses ruines un Etat prolétarien. Il va donc de soi que la participation des socialistes à un gouvernement bourgeois, fut-il radical, ne pouvait constituer rien d'autre qu'une trahison et une chute dans la collaboration de classe. Pourtant le congrès de l'Internationale n'exprima pas une condamnation aussi nette. Sur le plan international, l'initiative des indépendants français s'inscrivait tout à fait dans la montée du révisionnisme et déchainait l'enthousiasme des Vollmar, Bernstein etc... La résolution du congrès, rédigée par Kautsky, condamnant l'expérience Millerand, ne tranchait pas sur le fond.

"(...) Mais en tout cas, cette dangereuse expérience ne peut être avantageuse que si elle est approuvée par une organisation du parti compacte, et si le ministre socialiste est et reste le mandataire de son parti. Du moment où le ministre socialiste devient indépendant de son poste et qu'il cesse d'en être le mandataire, son entrée dans un ministère, de moyen de fortifier le prolétariat devient un moyen de l'affaiblir, de moyen de hâter la conquête du pouvoir, un moyen de la retarder."

Comme le souligne fort justement Rosa Luxembourg, la tactique Jaurès -Millerand constituait un parfait exemple de la tactique opportuniste en action. Elle espérait qu'en poursuivant sa trajectoire jusqu'au bout, jusqu'à la fusion avec la petite-bourgeoisie radicale, l'opportunisme favoriserait l'individualisation claire et nette, à l'opposé, du courant révolutionnaire; mais en fait, c'est le flot opportuniste, devenu trop puissant, qui entraîna comme un raz de marée tout le mouvement socialiste international vers la trahison.

Dans la suite de cette étude, nous examinerons les difficultés rencontrées par les révolutionnaires français dans la constitution d'un véritable parti communiste.

oOo

(1) Il importe de souligner que ce n'est pas cette tactique que soutenait RL, car elle niait que dans cet épisode résidat une réelle menace contre la République bourgeoise. Par contre, elle reprocha aux guesdistes de l'ne pas participer à la lutte.

-FEVRIER 1990-

(à suivre)

ANCIENS NUMEROS DE COMMUNISME OU CIVILISATION

* Parus dans COMMUNISME ou CIVILISATION jusqu'en Oct 1987
puis dans la REVUE INTERNATIONALE DU MOUVEMENT COMMUNISTE
à partir de Nov 1988.

- N°1 (Nov 1976) Communisme ou Civilisation. Thèses Complémentaires
- N°2 (Mai 1977) Thèses : La Gauche Communiste d'Italie;
La question agraire (I)
- N°3 (Nov 1977) Communisme et Communauté Humaine
- N°4 (Mai 1978) La question agraire (II: Communisme contre valeur)
Le marxisme des bègues
- N°5 (Nov 1978) Les deux phases historiques de la production
capitaliste (I)
- N°6 (Mai 1979) La question agraire (III: Nature surprofit et
aliment de base)
- N°7 (Nov 1979) Les deux phases historiques de la production
capitaliste (II)
- N°8 (Mai 1980) La théorie de la crise catastrophique du MPC ,
base vitale de la prévision révolutionnaire (1)
La question agraire (IV: Terre vierge, capital
satire)
- N°9 (Nov 1980) Les deux phases historiques de la production
capitaliste (III)
- N°10 (Mai 1981) La question agraire (V: Rente différencielle II)
- N°11 (Nov 1981) La révolution communiste, thèses de travail
(I: Programme Classe et Parti)
- N°12 (Mai 1982) La théorie de la crise catastrophique (2)
- N°13 (Nov 1982) La question agraire (IV: La rente absolue)
- N°14 (Mai 1983) La théorie de la crise catastrophique (3)
- N°15 (Nov 1989) La question agraire (VII)
- N°16 (Mai 1984) La révolution communiste, thèses de travail:
II Bref historique du mouvement de la classe
prolétarienne dans l'aire euro-nord américaine
des origines à nos jours (Des origines à
1848)
- N°17 (Nov 1984) La théorie de la crise catastrophique (4): Rosa
Luxembourg et l'or dans les schémas de
reproduction
- N°18 (Mai 1985) Bref historique du mouvement de la classe
prolétarienne: la Révolution de 1848
- N°19 (Nov 1985) La question agraire (Fin)